

AGENDA MONDIAL DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION *(UNGNA v. 1.0)*

LE RÔLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR RENDRE EFFECTIF L'ENGAGEMENT D'ÉRADIQUER LA MALNUTRITION SOUS TOUTES SES FORMES



L'Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition (UNGNA), qui a été approuvé et est la propriété des agences des Nations Unies ayant un mandat clé dans la nutrition – la FAO, l'UNICEF, le PAM, l'OMS et le FIDA -, offre un cadre général pour l'alignement du travail des agences des Nations Unies pour soutenir les objectifs nationaux et mondiaux en faveur de la nutrition dans les années à venir.

Cet Agenda décrit la vision et les principes directeurs des Nations Unies en matière de nutrition et présente les objectifs généraux que les agences des Nations Unies vont poursuivre ensemble au cours des cinq prochaines années. Il appelle les Nations Unies à soutenir les efforts déployés au niveau local pour progresser en matière de gouvernance de la nutrition, de mise en œuvre des programmes, et de développement de solides systèmes de soutien pour que se poursuivent les progrès vers la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux convenus en matière de la nutrition. Il reconnaît que la malnutrition prend différentes formes (surnutrition, sous-nutrition et carences en micronutriments), qu'elle touche toutes les tranches d'âge différemment, et qu'elle exige des stratégies multisectorielles et collaboratives. Les priorités tiennent compte de la situation

géographique, sociopolitique et économique, ainsi que d'autres facteurs contextuels. Aussi, cet Agenda exhorte à associer volonté commune et flexibilité de la programmation et de la planification.

L'UNGNA devrait, à tous les niveaux, contribuer à stimuler le dialogue entre les agences des Nations Unies concernant la meilleure façon d'aligner leurs activités, compte tenu de leur mandat et de leurs ressources spécifiques, dans le cadre de l'évolution du système de développement mondial. Les efforts visant à atteindre les objectifs communs devraient permettre une utilisation plus efficace des ressources, d'éviter la répétition des efforts et de bénéficier d'une plus grande synergie entre les activités des agences.

Les réalisations, objectifs, résultats et activités proposés ont pour but de servir à la définition des priorités et à la planification du travail des équipes d'agences et inter-agences aux niveaux mondial, régional et national.

Cet Agenda ne constitue pas un schéma directeur, mais devrait promouvoir et inspirer des actions décisives pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes de notre vivant. Pour cela, une vision partagée, une approche cohérente et un soutien coordonné des agences des Nations Unies sont nécessaires.

“ La nutrition nous concerne TOUS et nous devons TOUS ensemble participer à la réalisation de l'objectif commun d'une nutrition optimale pour tous. La réaffirmation de ce nouvel engagement par les agences du système des Nations Unies, tout comme l'utilisation et l'examen fréquents de ce document, favoriseront la création de systèmes alimentaires nutritifs pour des populations et des sociétés saines. ”

*Stacia Nordin, nutritionniste à la FAO /
Politique de Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire au Malawi*

“ Face au double fardeau de la sous-nutrition et de la surnutrition, il est d'autant plus urgent d'offrir aux populations le choix d'une alimentation saine et équilibrée. L'Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition sera jugé selon la manière dont il contribue à alléger ce fardeau. ”

Anthea Webb, directrice du PAM en Indonésie

“ On ne peut que se féliciter de la publication de l'UNGNA. D'une part, il reconnaît l'existence d'une crise larvée du développement, d'autre part, il réaffirme que le retard de croissance peut diminuer dans les années à venir, et enfin, il propose des conseils pour garantir l'excellence de la programmation et du suivi des résultats au sein des Nations Unies. ”

*Noel Marie Zagré, conseiller régional en nutrition au bureau de l'UNICEF
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre*

“ Désormais, la malnutrition désigne à la fois la sous-nutrition, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Nous devons rompre avec l'approche cloisonnée traditionnelle de l'amélioration de la nutrition. L'UNGNA offre la possibilité d'établir des liens nécessaires, entre les partenaires de l'ONU afin de faciliter la création d'environnements alimentaires sains par les gouvernements, et l'habilitation des populations afin de faire des choix alimentaires sains. ”

*Katrin Engelhardt, administratrice technique au Bureau régional de l'OMS pour
le Pacifique Occidental, Unité Maladies Non Transmissibles et Promotion de la Santé*

TABLE DES MATIÈRES

Présentation générale	4
Introduction	5
Contexte	6
Vision et principes directeurs	14
Priorités stratégiques	15
Conclusion	19

RÉFÉRENCES

Annexe 1 : Tableau 1 : Objectifs, résultats et cadre de responsabilisation	22
Annexe 2 : Note sur la terminologie applicable à l'Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition	39
Annexe 3 : Déclarations et engagements mondiaux concernant la nutrition 1992 - 2014	41
Annexe 4 : Documents politiques régionaux ayant une portée mondiale en matière de nutrition	58
Annexe 5 : Objectifs de nutrition de cinq organisations membres du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN	60
Annexe 6 : Liste des acronymes	46

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Actions à mener pour lutter contre la malnutrition infantile	7
Figure 2 : Résultats prioritaires au niveau national, régional et mondial	15
Figure 3 : Soutien des Nations Unies pour atteindre les résultats prioritaires mondiaux et nationaux, en appui des objectifs nutritionnels	17

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 : Liens entre la nutrition et les ODD proposés	8
Encadré 2 : Résumé de quelques objectifs nutritionnels	10



© UNSCN

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Face à un contexte en évolution, les NU réaffirme sa volonté de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. L'Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition (UNGNA) constitue le cadre directeur de l'action des Nations Unies pour atteindre les objectifs mondiaux et nationaux en matière de nutrition pour les années à venir. La version 1.0 actuelle de cet Agenda s'étend sur une période de 5 ans. Cet Agenda décrit la vision et les principes directeurs des Nations Unies en matière de nutrition et présente les objectifs généraux que les agences des Nations Unies vont poursuivre ensemble. Dans la version actuelle, l'accent est mis sur le soutien aux pays SUN, mais les principes et les priorités définis s'appliquent aux efforts des agences des Nations Unies pour aider à la réalisation des objectifs de nutrition partout dans le monde. Les agences conservent leurs propres stratégies et plans de travail pour la nutrition, mais ceux-ci seront alignés sur les priorités convenues d'un commun accord dans l'UNGNA. La réalisation des objectifs communs de cet agenda devrait permettre une utilisation plus efficace des ressources, d'éviter la répétition des efforts et de bénéficier d'une plus grande synergie entre les activités des agences. Les revues biennales de l'UNGNA seront l'occasion de le mettre à jour en fonction de l'évolution des mécanismes de gouvernance de la nutrition des Nations Unies, d'une possible augmentation du nombre de pays SUN, et des nouvelles tendances et priorités mondiales.

Le travail inter-agence des Nations Unies sur la nutrition vise à catalyser l'action en faveur d'une nutrition optimale dans le monde entier. Par le biais d'activités normatives et opérationnelles aux niveaux mondial, régional et national, les agences des Nations Unies soutiennent collectivement les efforts des pays en matière de plaidoyer, de gouvernance et de mise en œuvre afin de prévenir et réduire rapidement toutes les formes de malnutrition.

Sur la base de ces principes, les Nations Unies participent aux progrès en matière de gouvernance de la nutrition, de mise en œuvre des programmes, et de développement de solides systèmes de soutien pour que se poursuivent les progrès vers la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux convenus en matière de la nutrition. Les Nations Unies s'emploient à apporter un soutien unifié au plaidoyer mondial, régional et national pour la nutrition ainsi qu'au développement de solides stratégies nationales de nutrition, et facilitent la mobilisation des ressources, le suivi des dépenses et la budgétisation de la nutrition. Les Nations Unies apportent un soutien unifié au renforcement de la mise en œuvre des programmes nationaux, en tirant le meilleur parti possible de l'assistance technique disponible aux niveaux mondial, régional et national. Les Nations Unies proposent un appui unifié au renforcement des systèmes de soutien, y compris des bases de données mondiales et des systèmes d'information nationaux, des mécanismes de financement innovants, des services de connaissances et un développement des capacités humaines.

DIX PRINCIPES DE BASE SOUS-TENDENT LE TRAVAIL INTER-AGENCE DES NATIONS UNIES SUR LA NUTRITION

- 1 La nutrition est un problème de développement envahissant nécessitant une action à travers le monde.
- 2 La malnutrition a des formes multiples et interdépendantes et qui se co-produisent dans un grand nombre de pays.
- 3 La nutrition est une question multisectorielle.
- 4 Le changement du système alimentaire est essentiel pour aborder les défis de la nutrition.
- 5 Le renforcement du système de santé est essentiel pour atteindre les objectifs en matière de nutrition.
- 6 Une bonne nutrition nécessite également, et est nécessaire pour le fonctionnement des systèmes d'éducation, de protection sociale, et des efforts visant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités.
- 7 Le système des Nations Unies est dirigé par une approche de la nutrition fondée sur les droits humains.
- 8 Les activités de nutrition des Nations Unies obéissent à un engagement pour les droits entre les sexes.
- 9 L'ONU vient en appui aux priorités nationales. L'adaptation locale des stratégies est nécessaire, en fonction des différentes situations de nutrition des pays.
- 10 Le système des Nations Unies est une partie prenante parmi tant d'autres et joue le rôle unique de coordination, de mise en réseau, de négociation, et de soutien technique.



© WFP - Rachael Wilson

INTRODUCTION

Le paysage de la nutrition a considérablement changé au cours de la dernière décennie. La nutrition, qui n'occupait jusqu'ici qu'une place marginale dans les programmes politiques mondiaux, est maintenant de plus en plus reconnue comme un moteur clé de développement. Au cours des 40 dernières années, les Nations Unies, par l'intermédiaire de leurs différents organes, ont joué un rôle clé en attirant l'attention sur les défis mondiaux en matière de nutrition, en négociant des accords et en rassemblant des intervenants, en élaborant des directives normatives, des outils analytiques et en suivant les tendances de la situation nutritionnelle ; ainsi qu'en offrant une assistance technique et en soutenant directement les programmes au niveau national. Les changements survenus dans le paysage plus large du développement, le nombre croissant et la diversité des intervenants en nutrition, la complexité des nouveaux défis nutritionnels et les nombreuses crises humanitaires génèrent des difficultés non négligeables qui favorisent un repositionnement des Nations Unies afin qu'elles assument leur rôle essentiel et servent de la meilleure façon possible l'objectif d'un monde sans aucune forme de malnutrition. Le projet d'Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition (UNGNA) vise à contribuer à ce processus en offrant un cadre général pour l'action des organisations des Nations Unies¹ en faveur de la nutrition. Son objectif est de fournir une orientation stratégique à long terme aux agences des Nations Unies impliquées dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition, et de proposer des éléments spécifiques pour les actions prioritaires à mener au cours des cinq prochaines années. Il reconnaît et met en œuvre les stratégies de nutrition d'entités individuelles, et s'emploie à harmoniser et à aligner ces stratégies pour en maximiser l'impact. L'UNGNA s'adresse aux agences des Nations Unies et à leurs partenaires de développement, notamment aux Réseaux et aux Communautés de pratique du Mouvement pour le Renforcement de la nutrition (SUN), aux niveaux mondial, régional et national.

La préparation de l'UNGNA était incluse dans le plan de travail 2014-2015 du Réseau des Nations Unies du Mouvement SUN. Elle s'appuie sur les propositions discutées lors de réunions en personne organisées en avril et en novembre 2014, et en février 2015, et sur les résultats d'une enquête électronique menée auprès du personnel national et régional de nutrition des Nations Unies. S'il fait explicitement référence au travail d'harmonisation du Réseau des Nations Unies dans les pays SUN, l'UNGNA veut contribuer à la lutte mondiale livrée par les agences des Nations Unies contre la malnutrition sous toutes ses formes.

Ce document donne d'abord un aperçu du contexte, notamment du défi mondial de la nutrition, des déclarations, engagements et objectifs mondiaux en matière de nutrition, et un résumé des mandats nutritionnels de cinq des agences des Nations Unies qui participent actuellement au Réseau. Il présente ensuite la vision, les principes directeurs, les objectifs et les résultats prioritaires qu'il est proposé d'atteindre aux organisations des Nations Unies, par l'intermédiaire des responsables de la nutrition des agences. Pour les pays SUN, c'est le Réseau des Nations Unies du Mouvement SUN qui s'acquittera de cette tâche. Les mécanismes des Nations Unies relatifs à la gouvernance mondiale de la nutrition sont en cours de finalisation. L'UNGNA sera mis à jour en fonction des changements apportés à ces aspects, notamment au rôle du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) et à ses relations avec les autres organes de coordination de la nutrition. Des propositions détaillées seront également formulées au sujet des mécanismes de responsabilisation pour la mise en œuvre de l'UNGNA².

1 - Voir Annexe 2 pour la terminologie des structures des Nations Unies.

2 - Suite à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), des efforts sont actuellement déployés afin d'inclure la présentation de rapports réguliers sur les progrès accomplis en matière de nutrition à l'Assemblée générale des Nations Unies.



© FAO

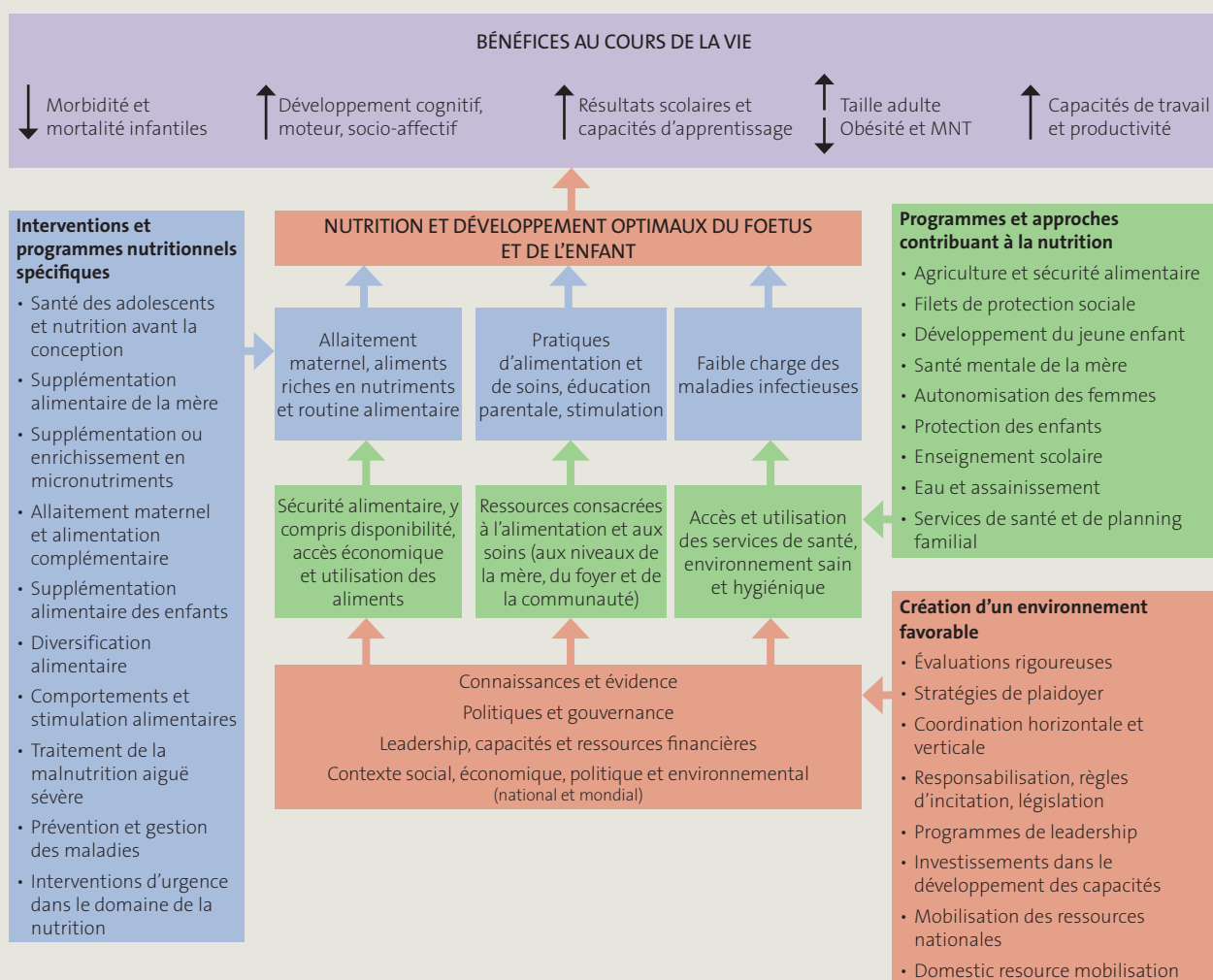
CONTEXTE

► LA MALNUTRITION CONSTITUE UN DÉFI MONDIAL

La malnutrition, sous toutes ses formes, continue d'entraver la vie et l'activité de millions de personnes dans le monde. Environ 805 millions de personnes souffrent de malnutrition chronique dans le monde (FAO, FIDA et PAM, 2014), 161 millions d'enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance (OMS, 2013), tandis que 42 millions sont en surpoids ou obèses (OMS, 2014). L'amélioration de la nutrition contribuera largement à réduire la pauvreté, et à réaliser les objectifs de santé, d'éducation et d'emploi (IFPRI, 2014). De nombreux pays ont accompli des progrès notables dans la réduction de la faim et de la malnutrition, mais beaucoup reste à faire pour atteindre les objectifs mondiaux et nationaux en matière de nutrition. La réalisation de l'objectif d'une nutrition optimale englobe la prévention, le contrôle et le traitement de la sous-nutrition, des carences en micronutriments et du surpoids et de l'obésité, en promouvant des soins et des pratiques d'alimentation optimaux (par exemple, l'allaitement exclusif) et la diversité alimentaire, et en mettant l'accent sur la sécurité et la qualité des aliments, et en garantissant l'accès aux services de santé et leur utilisation, ainsi qu'un environnement hygiénique et sain. La coexistence de la sous-nutrition, des carences en micronutriments et de l'obésité et du surpoids pose des défis et montre que la malnutrition est un phénomène planétaire qui touche pratiquement tous les pays (IFPRI, 2014).

► LA MALNUTRITION NÉCESSITE UNE ACTION MULTISECTORIELLE

Il est généralement admis que la nutrition est une question multisectorielle. Pour lutter contre les causes immédiates, sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition, il est nécessaire de mettre en place des interventions nutritionnelles spécifiques efficaces, y compris des programmes communautaires, à grande échelle. Ces interventions doivent être complétées par une action contribuant à la nutrition menée sur un large front allant de la santé et du renforcement des systèmes de santé à l'agriculture et au renforcement des systèmes alimentaires, en passant par les politiques relevant de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, de l'égalité hommes-femmes, de la protection sociale, du commerce, de l'emploi et du travail, et par la réduction de la pauvreté. En outre, la nécessité de veiller à évaluer l'impact environnemental des interventions nutritionnelles s'impose de plus en plus dans les consciences. La Figure 1 offre une représentation graphique des interventions nutritionnelles spécifiques et des programmes et approches contribuant à la nutrition qui sont nécessaires pour lutter contre la malnutrition infantile (Black et al., 2013).

FIGURE 1 : ACTIONS NÉCESSAIRES À MENER POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE


Source : Black et al., 2013, reproduit avec la permission d'Elsevier
(The Lancet, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)6093-7-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(13)6093-7-X), publié en ligne le 6 juin 2013)

► LES PAYS PRENNENT DES MESURES, AVEC L'APPUI DES PARTENAIRES

La participation active des pays au Mouvement SUN (lancé en 2010 pour soutenir l'intensification de l'action multisectorielle en faveur des objectifs mondiaux en matière de nutrition) et à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) de 2014 indique que les gouvernements nationaux sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de l'importance de la nutrition pour le développement, et à assumer la responsabilité de relever les défis de la nutrition dans leur pays. Au niveau national, les 55 pays membres du Mouvement SUN mettent en place des plates-formes multi-acteurs et élaborent des stratégies multisectorielles globales pour la nutrition, et cherchent à obtenir l'appui de partenaires pour renforcer les capacités de mise en œuvre de leurs stratégies. Le Mouvement SUN est organisé en cinq Réseaux (les pays, les entreprises, la société civile, les partenaires de développement et le système des Nations Unies) qui ont pour but principal, à la fois au niveau national et international, de soutenir les actions nationales. Quatre Communautés de pratique (CdP) ont également été créées afin de faciliter l'apprentissage mutuel (Mouvement SUN, 2014). Ces CdP se concentrent sur la planification et la mise en œuvre de l'action multisectorielle, sur la mobilisation sociale, sur le suivi et l'évaluation, et sur les capacités fonctionnelles pour agir en coordination. L'introduction d'une plate-forme universitaire est en cours. Dans plusieurs pays, des mouvements de la société civile se mobilisent et plaident pour une meilleure nutrition et pour la protection, la promotion et le soutien du droit à l'alimentation. Le secteur privé et certains organismes donateurs sont également devenus des acteurs importants pour la nutrition.

► LES INITIATIVES MONDIALES ET RÉGIONALES METTENT L'ACCENT SUR LA NUTRITION, MAIS DOIVENT ÊTRE MIEUX HARMONISÉES

Ces 10 dernières années ont vu la signature de nombreux accords et déclarations portant sur la nutrition, des accords et déclarations qui ont abouti à la mise en place de nouveaux organes et processus permettant d'aller de l'avant (Annexe 3 et 4). Ces initiatives ont été lancées par deux « communautés » distinctes – de façon générale, ceux qui abordent la nutrition sous l'angle de la sécurité alimentaire et ceux qui l'abordent sous l'angle de la santé publique. Si une collaboration est parfois instaurée délibérément, les efforts ne sont pas toujours déployés de manière interdépendante, les mandats se chevauchent et les objectifs ne sont pas toujours alignés. Dans l'ensemble, on peut parler d'une sphère « surpeuplée » où la concurrence fait rage pour obtenir des ressources et une attention soutenue (Mokoro, 2014).

► 2015 EST L'ANNÉE DE L'HARMONISATION ET DE LA CONSOLIDATION DES INITIATIVES

En 2015, les spécialistes du développement international se concentreront sur le passage des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD). Dans ce contexte, il est primordial de fédérer les intervenants en nutrition autour d'objectifs communs à atteindre dans le cadre des ODD. La note d'orientation de l'UNSCN consacrée à la nutrition et aux ODD (UNSCN, 2014) met en évidence les liens entre la nutrition et la réalisation de chacun des 17 ODD tels qu'ils sont actuellement définis (Encadré 1) :

ENCADRÉ 1 : LIENS ENTRE LA NUTRITION ET LES ODD PROPOSÉS

CONTRIBUTIONS DE LA NUTRITION AUX ODD	OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	CONTRIBUTIONS DES ODD À LA NUTRITION
Une bonne nutrition permet d'améliorer la productivité au travail et les capacités mentales et allonge la durée de vie en bonne santé. Chaque centimètre supplémentaire de taille adulte est associé à presque 5 % d'augmentation des niveaux de salaire.	1. Éliminer la pauvreté partout, sous toutes ses formes³	Doubler le revenu par habitant réduit le retard de croissance chez les enfants de 15 points de pourcentage. Cela est possible lorsque les ménages échappent à la pauvreté et que les gouvernements investissent davantage dans la lutte contre la malnutrition grâce à des pertes réduites de PNB.
Une bonne nutrition maternelle réduit les risques d'insuffisance pondérale à la naissance et améliore les soins apportés aux enfants. Une main-d'œuvre convenablement alimentée permet d'obtenir une agriculture productive et d'augmenter la demande de nourriture, d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la faim.	2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	La nutrition tirerait fortement parti d'une réduction de la faim à zéro (défi Faim Zéro) et d'une sécurité alimentaire totale. L'agriculture durable favorise les bonnes pratiques alimentaires et l'usage adéquat des revenus et des ressources.
Les interactions nutriments-maladies sont synergiques. Une bonne nutrition réduit fortement les risques de maladie et la mortalité dans le cadre de nombreuses maladies ainsi qu'en termes de santé maternelle et de croissance fœtale.	3. Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être pour tous à tout âge	Améliorer la santé, principalement des adolescentes et lors des 1000 premiers jours de vie (notamment par la promotion de l'allaitement), favorise la nutrition infantile tout en réduisant la charge des maladies non transmissibles au cours de la vie.
Améliorer la croissance linéaire des enfants de moins de 2 ans de 1 écart-type ajoute une année au niveau d'études. Combler les carences en fer, en iode et en d'autres nutriments optimise les capacités mentales.	4. Assurer une éducation de qualité, équitable et inclusive et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie	L'accès à l'information, à l'éducation, à la scolarisation et aux connaissances informelles améliore les choix en matière de santé et d'alimentation, la hausse des revenus et la nutrition.
Grâce à une meilleure nutrition, les filles, les adolescentes et les femmes obtiennent de meilleurs résultats à l'école et au travail.	5. Assurer l'égalité des sexes et l'émancipation de toutes les femmes et les filles	L'égalité des sexes (en matière d'éducation, statut, revenus) donne lieu à une progression de 25 % de la situation nutritionnelle de l'enfant. L'éducation des filles retarde l'âge du mariage et de la première naissance.

³ - Ici, l'intitulé actuel des ODD est abrégé faute de place. Pour l'intitulé complet, voir le rapport du GTO (2014).

<p>Une meilleure nutrition implique de meilleures connaissances et de meilleurs comportements en matière d'hygiène alimentaire et personnelle, accroissant la demande d'eau potable et d'installations sanitaires de qualité.</p>	<p>6. Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous</p>	<p>L'égalité des sexes (en matière d'éducation, statut, revenus) donne lieu à une progression de 25 % de la situation nutritionnelle de l'enfant. L'éducation des filles retarde l'âge du mariage et de la première naissance.</p>
<p>L'amélioration de la nutrition sous toutes ses formes génère une demande de nourriture, de biens et de services, y compris d'électrification pour la réfrigération et le traitement des aliments.</p>	<p>7. Assurer l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous</p>	<p>La réduction de la défécation en plein air et l'amélioration de l'accès à l'eau atténuent le risque de contamination bactérienne dans la nourriture et favorisent le lavage des mains, ce qui a des conséquences sur les résultats nutritionnels.</p>
<p>La nutrition stimule la croissance économique, en améliorant la productivité mentale et physique de la main-d'œuvre. Éliminer la sous-nutrition réduirait les pertes de PNB de 8 à 11 % par an.</p>	<p>8. Promouvoir la croissance soutenue, inclusive et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous</p>	<p>Les possibilités d'activité rémunératrice sont cruciales pour permettre aux foyers de sortir de la pauvreté et d'améliorer l'adéquation et la qualité de leur régime alimentaire. Un PNB plus élevé permet aux gouvernements d'investir dans des politiques et des programmes favorables à la nutrition.</p>
<p>Une meilleure nutrition sur toute la durée de vie favorise l'apprentissage et, ultérieurement, le potentiel d'innovation. L'industrialisation et les marchés ne peuvent prospérer qu'avec la productivité et une demande croissante au sein des systèmes alimentaires.</p>	<p>9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir l'industrialisation inclusive et encourager l'innovation</p>	<p>Les innovations réalisées en technologie productive, chaînes de valeur et marketing améliorent la sécurité alimentaire et la qualité de l'alimentation. Les innovations en communication et marketing auprès des plus pauvres favorisent la nutrition.</p>
<p>Éliminer le retard de croissance a plus d'impact sur les populations pauvres ; il convient donc de réduire les inégalités actuelles en matière de nutrition, qui perpétuent les futures inégalités en matière de nutrition et de revenus.</p>	<p>10. Réduire les inégalités entre les pays et au sein de ceux-ci</p>	<p>La réduction des inégalités en nutrition permet de mieux équilibrer la productivité et favorise la croissance au sein de la population. La réduction des inégalités entre les nations favorise l'engagement et le dialogue équilibré.</p>
<p>La réduction de la mortalité et de la morbidité grâce à une amélioration de la nutrition réduit la pression de la population sur les ressources naturelles alors que le taux de fertilité diminue.</p>	<p>11. Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables</p>	<p>La demande urbaine en aliments sains et de qualité soutient la croissance des services et de la production rurales, améliorant ainsi la nutrition. La diminution de la pollution et du gaspillage en eau favorise la nutrition dans les zones urbaines et rurales.</p>
<p>Le recul de la pauvreté et l'amélioration de la nutrition passent par des aliments de meilleure qualité et plus diversifiés.</p>	<p>12. Assurer une production durable</p>	<p>La diversité des produits et une productivité accrue permettent de disposer d'aliments diversifiés, de bonne qualité (y compris les aliments de complément) et sûrs, essentiels à une bonne nutrition.</p>
<p>Les recherches sur la qualité des nutriments, comme les caractères des cultures favorisant la vitalité des plantes, soutiennent la recherche agricole sur la résistance aux phénomènes climatiques.</p>	<p>13. Agir d'urgence pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences</p>	<p>Les recherches visant à améliorer la résistance des cultures et des animaux face aux bouleversements agro-écologiques liés au changement climatique protégeront l'approvisionnement et la diversité alimentaires.</p>
<p>Une pression réduite de la population sur les ressources environnementales passe par une meilleure nutrition, favorisant la réduction du taux de mortalité et de celui de fertilité.</p>	<p>14. Préserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines</p>	<p>Grâce à une résistance accrue des systèmes de commercialisation et de production des aliments, il est possible de réduire la volatilité du prix des aliments, qui nuit aux plus pauvres.</p>
<p>Une demande mieux éclairée des consommateurs pour des aliments sûrs, diversifiés et de haute qualité met l'accent sur la durabilité de la production et l'impact du choix des produits sur l'intégralité des systèmes alimentaires.</p>	<p>15. Protéger, restaurer et promouvoir l'usage durable des écosystèmes terrestres</p>	<p>La diversité de la production, basée sur des pratiques durables, fait baisser les prix pour les consommateurs (demande diversifiée) et améliore donc la qualité du régime alimentaire.</p>
<p>Les efforts mondiaux visant à renforcer la redevabilité et la gouvernance soulignent l'importance d'établir un dialogue incluant toutes les parties prenantes et de disposer de modèles intersectoriels pour assurer l'efficacité des politiques.</p>	<p>16. Promouvoir une société pacifique et inclusive, permettre l'accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions redevables et efficaces</p>	<p>Les discriminations en tous genres, les inégalités, les pénuries économiques et les injustices engendrent conflits, destruction et malnutrition. La paix et la justice sont des conditions préalables indispensables pour mettre en place des institutions redevables, assurant à tous une nutrition adaptée.</p>
<p>Au niveau mondial, la priorité accordée à la nutrition n'a jamais été aussi élevée. Les plates-formes multi-acteurs, comme le Mouvement pour le Renforcement de la nutrition et le défi Faim Zéro, servent de base au renouvellement de l'intérêt et aux investissements en matière de nutrition.</p>	<p>17. Renforcer et revitaliser les partenariats mondiaux en faveur du développement durable</p>	<p>Un renforcement accru des partenariats mondiaux et des engagements intergouvernementaux en faveur de la durabilité et de l'égalité sert de base à l'établissement de la paix et d'institutions efficaces, ouvertes et redevables, et à une coordination et une collaboration multisectorielles et multi-acteurs.</p>

Source: UNSCN, 2014

Le Rapport 2014 sur la nutrition mondiale (GNR) recommande d'ajouter des objectifs supplémentaires à l'objectif proposé pour le retard de croissance, et d'intégrer des indicateurs nutritionnels aux autres ODD (IFPRI, 2014). Il est aussi nécessaire d'harmoniser l'aide à la réalisation des objectifs existants, dont les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé relatifs à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, et à la lutte contre les maladies non transmissibles, les engagements de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN2)⁴, les ambitions du Défi Faim Zéro du Secrétaire général des Nations Unies et les engagements pris dans le cadre du Pacte mondial de nutrition pour la croissance (Encadré 2).

ENCADRÉ 2 : RÉSUMÉ D'UNE SÉLECTION D'OBJECTIFS NUTRITIONNELS

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ (AMS) : CIBLES MONDIALES POUR AMÉLIORER LA NUTRITION CHEZ LA MÈRE, LE NOURRISSON ET LE JEUNE ENFANT, D'ICI 2025 :	PLAN D'ACTION MONDIAL POUR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES 2013-2020
<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduire de 40 % le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance. 2. Réduire de 50 % l'anémie chez les femmes en âge de procréer. 3. Réduire de 30 % l'insuffisance pondérale à la naissance. 4. Pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surcharge pondérale. 5. Porter les taux d'allaitement maternel exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 %. 6. Réduire et maintenir au-dessous de 5 % l'émaciation chez l'enfant. <p>Source : AMS, 2012, Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. http://www.who.int/nutrition/topics/WHA65.6_annex2_fr.pdf?ua=1</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction relative de 25 % de la mortalité globale imputable aux maladies cardio-vasculaires, au cancer, au diabète ou aux affections respiratoires chroniques. 2. Au moins 10 % de baisse relative de l'usage nocif de l'alcool, selon ce qu'il convient dans le cadre national. 3. Réduction relative de 10 % de la prévalence de l'activité physique insuffisante. 4. Réduction relative de 30 % de l'apport moyen en sel/sodium dans la population. 5. Réduction relative de 30 % de la prévalence du tabagisme actuel chez les personnes âgées de 15 ans ou plus. 6. Baisse relative de 25 % de la prévalence de l'hypertension artérielle ou limitation de la prévalence de l'hypertension artérielle, selon la situation nationale. 7. Arrêt de la recrudescence du diabète et de l'obésité. 8. Au moins 50 % des personnes remplissant les conditions bénéficient d'une chimiothérapie et de conseils (y compris le contrôle de la glycémie) dans le but de prévenir les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux. 9. Disponibilité et accessibilité financière de 80 % des technologies de base et des médicaments essentiels (génériques compris) nécessaires pour traiter les principales maladies non transmissibles dans les établissements publics et privés <p>Source : OMS, 2013, Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles. http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA66/A66_R10-fr.pdf?ua=1</p>
PACTE MONDIAL DE NUTRITION POUR LA CROISSANCE D'ICI 2020	DÉFI FAIM ZÉRO LA FAIM PEUT ÊTRE ÉLIMINÉE DE NOTRE VIVANT
<ol style="list-style-type: none"> 1. Garantir qu'au moins 500 millions de femmes enceintes et d'enfants de moins de deux ans bénéficient d'interventions nutritionnelles efficaces. 2. Réduire d'au moins 20 millions le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance. 3. Sauver la vie d'au moins 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans en réduisant les retards de croissance, en renforçant la pratique de l'allaitement maternel et en développant le traitement de la malnutrition aiguë sévère. <p>Extrait : Les bailleurs de fonds et les agences de développement s'engagent spécifiquement à soutenir les pays à mesure qu'ils renforcent et mettent en œuvre les plans nationaux de nutrition en alignant et en mobilisant les ressources internationales derrière ces plans, en renforçant les dispositifs de coordination dirigés par les pays afin de favoriser une distribution efficace des ressources, et en facilitant l'enseignement mutuel ainsi que l'assistance technique et le partage des connaissances Sud-Sud.</p> <p>Source : Pacte de nutrition pour la croissance. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/208126/N4G_compact_French.pdf</p>	<p>Cela exige des efforts exhaustifs destinés à garantir que chaque homme, chaque femme et chaque enfant puisse exercer son droit à une alimentation adéquate ; que les femmes soient responsabilisées ; que la priorité soit accordée à l'agriculture familiale, et que les régimes alimentaires partout soient durables et résilients.</p> <p>Le Défi Faim Zéro signifie :</p> <p>Zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 100 % d'accès à une alimentation adéquate toute l'année 2. Zéro enfant de moins de 2 ans souffrant d'un retard de croissance 3. Tous les systèmes agro-alimentaires sont durables 4. 100 % d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants 5. Zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires <p>Source : Défi Faim Zéro. http://www.un.org/fr/zerohunger/challenge.shtml</p>

► LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES EST UN ACTEUR CLÉ ET DOIT ÊTRE PRÊT À ASSUMER SON RÔLE ESSENTIEL

Le Système des Nations Unies joue un rôle majeur parmi les diverses parties prenantes responsables et redevables de la réalisation des objectifs de nutrition. Plusieurs entités des Nations Unies sont impliquées dans le travail en matière de nutrition : des organisations du système des Nations Unies, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA/IAEA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'ONU Femmes (UN Women), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et la Banque mondiale. Des comités spécialisés des Nations Unies sont également impliqués, comme le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et l'Équipe spéciale de haut-niveau du Secrétaire Générale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF).

Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) a été créé en 1977 pour favoriser l'approche coordonnée de la nutrition par le système des Nations Unies. Il fait office de plate-forme inter-agence pour appuyer, coordonner et développer les efforts conjoints en matière de nutrition au sein du système des Nations Unies. Il vise à apporter une orientation stratégique et technique sur la nutrition et constitue une plate-forme de dépôt et d'échange de connaissances sur la nutrition pour l'ensemble du système des Nations Unies. Les modalités de gouvernance et les mécanismes de responsabilisation de l'UNSCN sont en cours de révision. Les questions étudiées concernent la logistique, les ressources nécessaires (personnel, budget), le lien avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), les liens avec le Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN ainsi que les mécanismes de reddition de comptes.



© IFAD

La formation en 2008 de l'initiative REACH (Renewed Efforts Against Child Hunger and Undernutrition), impliquant la FAO, l'UNICEF, le PAM, l'OMS et, par la suite, le FIDA à titre consultatif, constitue un autre partenariat essentiel. Si l'initiative était initialement destinée à lutter contre l'insuffisance pondérale, la revalidation en 2015 du Protocole d'accord entre les parties prévoit de réorienter les efforts vers la réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance de 40 % d'ici 2025, ainsi que vers la réalisation des autres objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition.

Courant 2013, les représentants des cinq organisations susmentionnées des Nations Unies ont convenu de se réunir au sein d'un Réseau du système des Nations Unies pour la nutrition afin d'assurer un soutien coordonné au niveau des pays et d'harmoniser les politiques mondiales en fonction des besoins des pays. Le Réseau du système des Nations Unies pour la nutrition, l'un des cinq Réseaux SUN, a été officiellement lancé à Nairobi en août 2013. Dans un premier temps, le Réseau bénéficiait de l'appui conjoint des Secrétariats de l'UNSCN et de l'initiative REACH. Avec la revalidation du partenariat REACH début 2015, le rôle de secrétariat du Réseau des Nations Unies a été transféré au Secrétariat actuel du partenariat REACH, et sera maintenant appelé Secrétariat du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN. Le rôle principal de ce Réseau est d'assurer l'harmonisation des approches et des recommandations pour soutenir les efforts menés par les pays dans leurs activités de renforcement de la nutrition. Le potentiel du travail en commun des organisations des Nations Unies pour progresser vers les objectifs mondiaux en matière de nutrition est immense, étant donné la présence de ces agences dans la plupart des pays, leur engagement important, leur expertise et leur expérience au niveau national, ainsi que leurs rôles collectifs normatifs et analytiques et leurs capacités techniques au niveau mondial et régional. Une action des Nations Unies, conjointe et parfaitement alignée à tous les niveaux, peut soutenir de façon efficace la formulation de politiques fondées sur des bases factuelles et le renforcement des interventions nutritionnelles spécifiques et de celles contribuant à la nutrition afin de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et dans tous les États membres de l'ONU.

L'Annexe 5 résume les rôles normatifs et opérationnels, les objectifs et les domaines d'action de cinq des agences des Nations Unies actuellement membres du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN.⁵ La section ci-dessous présente certains aspects des fonctions normatives et opérationnelles des agences, des caractéristiques distinctives et des domaines d'action communs, avant de discuter des questions de coordination.

5 - Comme nous l'avons vu précédemment, plusieurs autres organisations des Nations Unies, dont l'AIEA, l'UNEP, l'UNHCR, l'ONU Femmes, l'UNFPA et la Banque mondiale, traitent également des questions de nutrition, et élargir la famille de la nutrition des Nations Unies à tous les niveaux est un objectif déclaré.

FONCTIONS NORMATIVES⁶ :

Les agences des Nations Unies assurent de nombreuses fonctions normatives et analytiques, y compris l'élaboration de conventions, de normes, de règles et de codes et le suivi de leur mise en œuvre, le plaidoyer, le développement et la diffusion de produits normatifs, y compris des bases de données et des ressources de formation, le renforcement des capacités en matière de normes et règles (par exemple via des forums d'experts) ainsi que la promotion et la facilitation du dialogue et de la coordination intergouvernementaux.

L'OMS et la FAO, en tant qu'agences spécialisées des Nations Unies, sont parfois appelées « agences normatives » et dirigent ces activités, en s'orientant respectivement vers les dimensions de santé publique et de sécurité alimentaire. L'UNICEF, le PAM et le FIDA (ainsi que d'autres organisations des Nations Unies qui ne sont actuellement pas membres du Réseau) jouent également un rôle important dans la préparation et la diffusion des directives. Au niveau national, toutes les agences appuient les processus politiques et stratégiques du pays.

RÔLES COMPLÉMENTAIRES :

- FAO** Amélioration de nutrition grâce à des interventions visant l'alimentation, y compris éducation nutritionnelle et travail analytique sur la consommation alimentaire et les directives en matière d'alimentation.
- FIDA** Agence spécialisée des Nations Unies et institution financière internationale ayant pour mission de permettre aux populations rurales pauvres d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'accroître leurs revenus et de renforcer leur résilience en investissant dans des projets de développement agricole entraînant la transformation du monde rural.
- UNICEF** Enfance, droits des enfants, équité, résilience. Forte présence dans les pays et aide à la mise en œuvre des programmes. L'agence est active tant en aide au développement qu'en aide humanitaire. Elle n'est pas directement impliquée dans les interventions auprès des systèmes agricole et alimentaire.
- PAM** Aide en matière d'alimentation et accès des plus vulnérables à l'alimentation grâce à des approches nutritionnelles spécifiques et des approches contribuant à la nutrition à divers points d'entrée de la chaîne de valeur, tant dans des contextes humanitaires que de développement.
- OMS** Chef de file mondial de la santé, recommandations techniques et analytiques, fonctions normatives, y compris suivi et évaluation des programmes de nutrition.

PRINCIPAUX DOMAINES COMMUNS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET D'APPUI PROGRAMMATIQUE AU NIVEAU DES PAYS :

L'aperçu des missions et objectifs des agences (voir Annexe 5) indique que, à quelques exceptions près, les cinq agences (FAO, UNICEF, OMS, PAM et FIDA) intègrent des interventions spécifiques à la nutrition et quelques interventions contribuant à la nutrition (notamment l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et d'autres services de santé) dans leurs programmes de soutien aux pays. L'UNICEF exclut expressément les activités liées à l'agriculture, et l'UNICEF et le PAM ont convenu de se répartir le travail concernant l'alimentation de complément destinée à lutter contre la malnutrition aigüe modérée et sévère.

Il existe plusieurs mécanismes visant à renforcer la collaboration et l'alignement au niveau des pays. Une étude sur les activités menées par les agences de l'ONU en matière de nutrition dans 21 pays,⁷ a été réalisée entre décembre 2012 et mai 2013. Selon ses résultats, la nutrition était intégrée au Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF - PNUAD) de 18 de ces pays. Cinq pays ont déclaré qu'il existait des programmes conjoints avec les Nations Unies et qu'il existait un groupe thématique des Nations Unies sur la nutrition dans le pays (groupes de travail, équipes conjointes de travail sur la nutrition, équipes de points focaux nutrition). Dans trois autres pays, des programmes conjoints avec les Nations Unies ont été rapportés, et dans cinq pays, il existait un groupe thématique des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN, 2013). L'initiative REACH travaille actuellement dans 16 pays pour soutenir le renforcement des mécanismes de coordination tant nationaux que des Nations Unies, et pour faciliter l'action conjointe des Nations Unies sur



6 - Le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation définit le travail normatif ainsi : « Aide à l'élaboration de normes et de règles dans les conventions, déclarations, cadres réglementaires, accords, directives, codes de pratique et autres instruments de référence, au niveau mondial, régional et national. Le travail normatif comprend également un appui à la mise en œuvre de ces instruments au niveau politique, c'est-à-dire leur intégration dans la législation, les politiques et les plans de développement, et à leur mise en œuvre au niveau des programmes. » (UNEG, 2012, p. 5)

7 - Ces 21 pays, tous membres du SUN, sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Salvador, Guatemala, Gambie, Haïti, Indonésie, Kenya, République kirghize, RDP Lao, Madagascar, Malawi, Namibie, Nigeria, Pérou, Sénégal, Sri Lanka, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

la nutrition (par exemple, le développement de stratégies ou de l'Agenda des Nations Unies pour la nutrition au niveau de pays) (REACH, 2015).

Depuis quelque temps, notamment depuis la publication de la première série du Lancet sur la nutrition (Morris et al., 2008), les dirigeants des Nations Unies, les représentants des pays et les partenaires du développement se disent préoccupés quant à la responsabilisation en matière de résultats et la coordination entre les agences des Nations Unies impliquées dans la nutrition. Dans le cadre du Mouvement SUN, les demandes adressées au système des Nations Unies pour éclaircir son approche et son rôle dans le cadre du respect des engagements nationaux, régionaux et mondiaux en matière de nutrition se sont intensifiées. Les consultations pour la préparation de l'UNGNA ont également souligné le besoin urgent d'éclaircir le rôle des organismes de coordination (UNSCN, REACH, Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN), de créer des processus harmonisés et alignés au niveau national et mondial, de « parler d'une seule voix » et de s'assurer que la nutrition est institutionnalisée dans toutes les principales agences comme un moteur essentiel du développement.

Le renforcement de la collaboration et de l'alignement des activités, au niveau mondial, régional et national, est un objectif primordial de l'UNGNA. Il s'agit d'une entreprise ambitieuse. Comme indiqué à l'Annexe 5, les agences des Nations Unies impliquées dans le Réseau ont différents organes directeurs, structures de gestion et mécanismes de financement. En outre, le degré de décentralisation, les modèles de financement et la portée des programmes varient d'une agence à l'autre, chacune envisageant le développement de leurs programmes d'appui de façon différente. Dans le cadre du processus de réforme actuel de l'ONU, ces questions font l'objet d'une attention au plus haut niveau, et toutes les agences sont impliquées dans les processus de restructuration organisationnelle. La nutrition restant la priorité majeure du développement, les membres du Réseau peuvent profiter de l'occasion pour démontrer leur implication dans l'agenda et leur rôle de leadership tout au long de sa mise en œuvre.

L'UNGNA constitue le cadre directeur de l'action des Nations Unies pour atteindre les objectifs mondiaux et nationaux en faveur de la nutrition pour la décennie à venir. L'Agenda actuel s'étend sur une période de 5 ans. Il décrit la vision et les principes directeurs des Nations Unies en matière de nutrition et présente les objectifs généraux que les agences des Nations Unies vont poursuivre ensemble. Dans la version actuelle de l'Agenda, l'accent est mis sur le soutien aux pays SUN, mais les principes et les priorités définis s'appliquent aux efforts des agences des Nations Unies pour aider à la réalisation des objectifs de nutrition à l'échelle mondiale. Les agences conservent leurs propres stratégies et plans de travail pour la nutrition, mais ceux-ci seront alignés sur les priorités convenues d'un commun accord dans l'UNGNA. La réalisation des objectifs communs de cet Agenda devrait permettre une utilisation plus efficace des ressources, d'éviter la répétition des efforts et de bénéficier d'une plus grande synergie entre les activités des agences. Les organisations des Nations Unies, par l'intermédiaire des responsables de la nutrition des agences, seront chargées de concrétiser la vision, les principes et les objectifs de l'UNGNA dans leurs plans de travail. Pour les pays SUN, cette responsabilité sera exercée via le Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN. Des revues semestrielles de l'UNGNA et de sa traduction en mesures concrètes à tous les niveaux seront l'occasion d'évaluer les progrès de la coordination des Nations Unies, et permettront de mettre à jour l'Agenda en fonction des changements de la gouvernance des Nations Unies en matière de nutrition, d'une possible augmentation du nombre de pays SUN ainsi que des nouvelles tendances et priorités mondiales. Ces revues semestrielles feront l'objet d'un rapport rendu public.





© WFP - Rachael Wilson

VISION ET PRINCIPES DIRECTEURS

ÉNONCÉ DE VISION

Le travail inter-agence des Nations Unies vise à encourager l'action en faveur d'une nutrition optimale dans le monde entier. Par le biais de nos activités normatives et opérationnelles aux niveaux mondial, régional et national, nous agissons collectivement pour soutenir les efforts des pays en matière de plaidoyer, de gouvernance et de mise en œuvre afin de prévenir et réduire rapidement toutes les formes de malnutrition.

DIX PRINCIPES DE BASE SOUS-TENDENT LE TRAVAIL INTER-AGENCE DES NATIONS UNIES

- 1 La nutrition est un problème de développement omniprésent nécessitant une action au niveau planétaire.
- 2 La malnutrition a des formes multiples et interdépendantes, qui se produisent simultanément dans de nombreux pays.
- 3 La nutrition est une question multisectorielle.
- 4 Un changement du système alimentaire est essentiel pour relever les défis de la nutrition.
- 5 Un renforcement du système de santé est essentiel pour atteindre les objectifs en matière de nutrition.
- 6 Une bonne nutrition passe par des systèmes éducatifs qui fonctionnent, une protection sociale et des efforts visant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités, et leur est réciproquement indispensable.
- 7 Les Nations Unies sont régies par une approche de la nutrition fondée sur les droits de l'homme.
- 8 Les activités de nutrition des Nations Unies obéissent à un engagement envers l'égalité des sexes.
- 9 Les Nations Unies viennent en appui aux priorités nationales. L'adaptation locale des stratégies est nécessaire, en fonction des différentes situations de nutrition des pays.
- 10 Le système des Nations Unies est une partie prenante parmi tant d'autres et est chargé de jouer le rôle unique de coordination, de mise en réseau, de négociation, et de soutien technique.

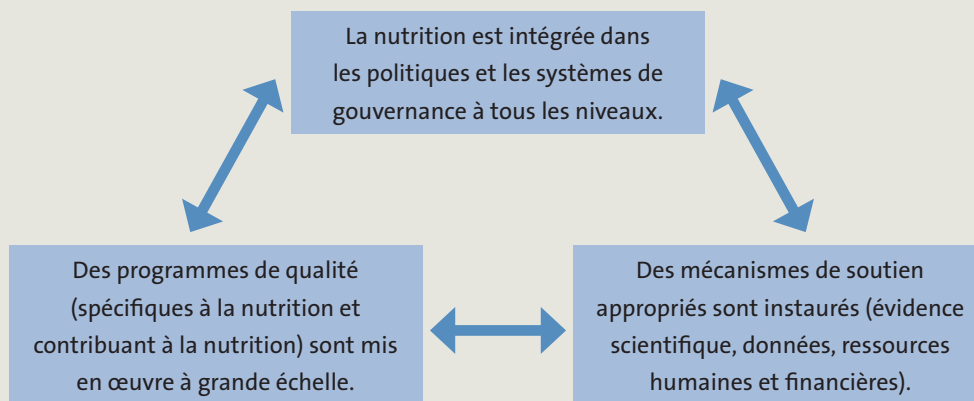


© FAO

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Cette section identifie trois grands résultats « prioritaires » interdépendants qui doivent être poursuivis par tous les acteurs de la nutrition, y compris le système des Nations Unies, afin d'accélérer les progrès et atteindre une amélioration durable de la nutrition au niveau mondial. Les résultats sont basés sur un examen des engagements et des objectifs globaux, des recommandations du Rapport 2014 sur la nutrition mondiale (IFPRI, 2014) et des résultats des consultations des parties prenantes menées pour l'UNGNA. Ces trois résultats majeurs, ainsi qu'une brève explication de chacun, sont présentés ci-après (voir Figure 2) :

FIGURE 2: RÉSULTATS PRIORITAIRES AU NIVEAU NATIONAL, RÉGIONAL ET MONDIAL



► **RÉSULTAT 1 : LA NUTRITION EST INTÉGRÉE DANS DES POLITIQUES ET DES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE AU NIVEAU NATIONAL ET MONDIAL, ET AU SEIN DES AGENCES, PROGRAMMES ET FONDS DES NATIONS UNIES CONCERNÉS.**

Si la nutrition occupe actuellement une place importante dans les efforts de développement, la gouvernance est fragmentée. Des initiatives multiples non alignées risquent de produire un risque de confusion et un gaspillage des ressources. Afin de renforcer l'engagement, et d'institutionnaliser la nutrition comme un élément central du développement durable à tous les niveaux, les acteurs de la nutrition doivent s'assurer que des stratégies et des politiques solides sont instaurées et que des mécanismes institutionnels stables sont en place. Au niveau national, ce sont des groupes de parties prenantes multisectoriels qui s'en chargent, sous la houlette du gouvernement et avec l'aide de l'ONU, des donateurs ainsi que des partenaires de la société civile et du secteur privé. La malnutrition prend différentes formes (surnutrition, sous-nutrition, carence en micronutriments) et touche toutes les tranches d'âge différemment ; les priorités varient en fonction de la région géographique, des facteurs politiques et du contexte en général. Il convient de trouver un équilibre entre la volonté d'aller en avant ensemble et la flexibilité lors de l'élaboration et la planification des programmes.

Pour aider à atteindre ce résultat, les Nations Unies proposent un soutien unifié au plaidoyer au niveau des pays et des cadres de résultats communs, à la budgétisation, à la mobilisation des ressources et au suivi des dépenses communs. À tous les niveaux, les Nations Unies soutiennent le plaidoyer en faveur de la nutrition, s'assurent que la nutrition est institutionnalisée au sein des agences des Nations Unies et soutiennent le renforcement de la gouvernance mondiale pour la nutrition.

► **RÉSULTAT 2 : DES PROGRAMMES DE QUALITÉ (SPÉCIFIQUES À LA NUTRITION ET CONTRIBUANT À LA NUTRITION) SONT MIS EN ŒUVRE À GRANDE ÉCHELLE ET AVEC UNE COUVERTURE SUFFISANTE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS NATIONAUX ET MONDIAUX.**

Le plaidoyer, des plans complets et des forums mondiaux et nationaux avec un engagement multisectoriel sont importants pour institutionnaliser la nutrition, mais sans mise en œuvre efficace à grande échelle, les objectifs ne seront pas atteints. Il est largement reconnu que la diminution de la malnutrition passe par des interventions nutritionnelles spécifiques et par des actions contribuant à la nutrition. Les bases factuelles permettant d'établir un ensemble d'interventions nutritionnelles spécifiques pour lutter contre la sous-nutrition maternelle et infantile, y compris les carences en micronutriments, sont solides. Toutefois, ces interventions, même en cas de mise à œuvre à grande échelle, devraient être accompagnées d'actions contribuant à la nutrition pour produire un impact notable et durable sur la réduction du fardeau de la sous-nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant (Bhutta et al., 2008). Il est nécessaire de continuer à consolider les bases factuelles, notamment sur les interventions contribuant à la nutrition. Des progrès ont été réalisés pour relier les urgences, les secours et la rééducation aux activités de développement; il est primordial de poursuivre sur cette voie.

Pour aider à atteindre ce résultat, les Nations Unies proposent un soutien unifié au renforcement de la mise en œuvre des programmes dans les pays, elles encouragent l'innovation et tirent le meilleur parti possible de l'assistance technique disponible au niveau mondial, régional et national.

► **RÉSULTAT 3 : DES MÉCANISMES DE SOUTIEN ADAPTÉS SONT INSTAURÉS (DONNÉES, ÉVIDENCE SCIENTIFIQUE, RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES) POUR ORIENTER LE PLAIDOYER, L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES.**

Il est largement reconnu que les bases factuelles des stratégies contribuant à la nutrition doivent être consolidées dans tous les secteurs concernés. Des évaluations bien conçues des interventions nutritionnelles spécifiques (et des combinaisons d'interventions nutritionnelles spécifiques et d'interventions contribuant à la nutrition) sont également nécessaires. Les programmes de recherche, notamment en Afrique, doivent être mieux alignés sur les priorités politiques du pays et dirigés par des chercheurs locaux. L'engagement renouvelé envers la nutrition a amplifié la demande en dirigeants efficaces et en agents qualifiés à tous les niveaux et dans divers secteurs. De même, les capacités latentes des individus, des communautés et des organisations de la société civile à agir pour améliorer leur propre nutrition et celle de leur communauté doivent s'épanouir. Des progrès sont réalisés pour calculer le coût des stratégies nutritionnelles, et davantage de ressources sont attribuées à la nutrition par les gouvernements, les organisations multilatérales et

d'autres donateurs. Ces tendances doivent se poursuivre pour pouvoir atteindre les objectifs de nutrition.

Pour aider à atteindre ce résultat, les Nations Unies proposent un appui unifié au renforcement des mécanismes de soutien, y compris des bases de données mondiales et des systèmes d'information nationaux et infranationaux, des mécanismes de financement innovants, des services de connaissances et un développement des capacités humaines.

Le résultat majeur du soutien du système des Nations Unies pour atteindre ces résultats mondiaux et nationaux est le suivant : **la nutrition est institutionnalisée dans les agences concernées des Nations Unies et l'action coordonnée des Nations Unies soutient la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux** (voir Figure 3).



Afin d'atteindre ce résultat essentiel pour le système des Nations Unies, des objectifs spécifiques sont identifiés ci-dessous pour chaque domaine de résultats prioritaires. Ces objectifs sont détaillés au Tableau 1 (Annexe 1), qui indique à titre d'exemple des résultats clés, des activités et des moyens de vérification servant de base à la définition des priorités et à la planification du travail des agences et des équipes inter-agences au niveau mondial, régional, national et infranational. Les mandats et le plan de travail du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN sont également alignés sur ces objectifs.

► **RÉSULTAT 1 : LA NUTRITION EST INTÉGRÉE DANS DES POLITIQUES ET DES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE AU NIVEAU NATIONAL ET MONDIAL, ET AU SEIN DES FONDS, DES PROGRAMMES ET DES AGENCES DES NATIONS UNIES CONCERNÉS.**

OBJECTIF 1.1 Les Nations Unies proposeront un soutien unifié (par l'intermédiaire d'un Plan d'action/Agenda des Nations Unies pour la nutrition) dans au moins 75 % des pays SUN d'ici 2016, et dans 100 % des pays SUN d'ici 2017, pour le plaidoyer en faveur de la nutrition ainsi que la conception et la mise en œuvre de Plans d'action pour la nutrition / Cadres communs des résultats nationaux, sur la base d'analyses solides de la situation et des priorités nationales convenues.

OBJECTIF 1.2 Des processus de budgétisation, de mobilisation des ressources et de suivi des dépenses pour la nutrition sont progressivement mis en place dans les secteurs concernés de tous les pays SUN, avec le soutien actif de l'ONU.

OBJECTIF 1.3 Les agences des Nations Unies participent à un programme de plaidoyer coordonné et durable pour relever le défi mondial d'éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes.

OBJECTIF 1.4 La nutrition est convenablement institutionnalisée dans au moins six organisations des Nations Unies et bénéficie de dotations suffisantes en personnel, d'un encadrement et de lignes budgétaires.

OBJECTIF 1.5 Le Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN intègre toutes les entités des Nations Unies activement impliquées dans la nutrition au niveau national.

OBJECTIF 1.6 Les agences des Nations Unies soutiennent le développement d'un système de gouvernance mondial inclusif et solide en faveur de la nutrition, comprenant des initiatives et des objectifs mondiaux alignés, qui sera opérationnel d'ici 2017.

► **RÉSULTAT 2 : DES PROGRAMMES DE QUALITÉ (SPÉCIFIQUES À LA NUTRITION ET CONTRIBUANT À LA NUTRITION) SONT MIS EN ŒUVRE À GRANDE ÉCHELLE ET AVEC UNE COUVERTURE SUFFISANTE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS NATIONAUX ET MONDIAUX.**

OBJECTIF 2.1 Proposer un soutien technique de haute qualité et réactif lors de la mise en œuvre des programmes nationaux.

OBJECTIF 2.2 Améliorer la couverture et la qualité des interventions mises en place à grande échelle par les pays pour relever les défis clés de la nutrition, avec l'appui des Nations Unies, dans 50 % des pays SUN d'ici 2016 et dans 100 % des pays SUN d'ici 2017.

OBJECTIF 2.3 Les niveaux de malnutrition aigüe et chronique diminuent rapidement dans les « points chauds de la nutrition ».

► **RÉSULTAT 3 : DES MÉCANISMES DE SOUTIEN ADAPTÉS SONT INSTAURÉS (DONNÉES, ÉVIDENCE SCIENTIFIQUE, RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES) POUR ORIENTER LE PLAIDOYER, L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES.**

OBJECTIF 3.1 Le système des Nations Unies propose un soutien constant pour assurer le développement de systèmes nationaux solides d'information nutritionnelle (y compris la couverture) jusqu'aux systèmes d'information de gestion infranationaux.

OBJECTIF 3.2 Dans certains pays, l'ONU soutient la mise en œuvre de stratégies innovantes (comme le financement basé sur les résultats [FBR]) pour mobiliser des ressources en faveur de la nutrition.

OBJECTIF 3.3 Dans les 2 ans à venir, sous la direction des Nations Unies, un plan d'action complet et innovant sera mis en place pour débloquer et mettre rapidement à niveau les capacités humaines pour la nutrition à tous les niveaux.

OBJECTIF 3.4 Les bases de données et les plates-formes de partage des connaissances des agences des Nations Unies sont alignées, et fournissent des données fiables et récentes pour la reddition de comptes sur les objectifs nutritionnels mondiaux.

OBJECTIF 3.5 Les Nations Unies réunissent en temps voulu des groupes d'experts pour définir des programmes de recherche sur les questions émergentes, et s'assurent que les résultats de recherche sont correctement synthétisés et diffusés pour être utilisés par les décideurs et les responsables de programmes.





CONCLUSION

Cet Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition (UNGNA), qui a été approuvé et est la propriété des agences des Nations Unies ayant un mandat clé dans la nutrition, offre un cadre général pour l'alignement du travail des agences des Nations Unies pour soutenir les objectifs nationaux et mondiaux en faveur de la nutrition dans les 5 années à venir. Il devrait, à tous les niveaux, contribuer à stimuler le dialogue entre les agences des Nations Unies concernant la meilleure façon d'aligner leurs activités, compte tenu de leur mandat et de leurs ressources spécifiques, dans le cadre de l'évolution du système de développement mondial. Cet Agenda ne constitue pas un schéma directeur, mais devrait promouvoir et inspirer les efforts constants pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes de notre vivant. Des revues semestrielles de l'UNGNA et des mesures concrètes par lesquelles il se traduit à tous les niveaux feront office de mécanismes de responsabilisation pour évaluer les progrès de la coordination des Nations Unies.

RÉFÉRENCES

- Black RE, Victora CG, Walker SP, Bhutta ZA, Christian P, de Onis M, Ezzati, M, Grantham-McGregor S, Katz J, Martorell R, Uauy R and the Maternal and Child Nutrition Study Group, 2013. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *Lancet*, 382: 427–51
- Bhutta ZA, Ahmed T, Black RE, Cousens S, Dewey K, Giugliani E, Haider BA, Kirkwood B, Morris SS, Sachdev HPS, Shekar M, for the Maternal and Child Undernutrition Study Group. What works? Interventions for maternal and child undernutrition and survival. *Lancet* 2008; 371: 417-40
- FAO, IFAD and WFP, 2014. The State of Food Insecurity in the World 2014. *Strengthening the enabling environment for food security and nutrition*. Rome, FAO.
- International Food Policy Research Institute, 2014. *Global Nutrition Report 2014: Actions and Accountability to Accelerate the World's Progress on Nutrition*. Washington, DC.
- Mokoro, 2014. Independent Comprehensive Evaluation of the Scaling Up Nutrition Movement: Discussion paper – future options for the SUN movement. Oxford: Mokoro Ltd, 4 November 2014.
- Morris SS, Cogill B, Uauy R, for the Maternal and Child Undernutrition Study Group, 2008. Effective international action against undernutrition: why has it proven so difficult and what can be done to accelerate progress? *Lancet* 371: 608–21.
- OWG, 2014. Open Working Group for Sustainable Development Goals Proposal for Sustainable Development Goals <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=1579&menu=1300>
- REACH, 2015 <http://www.reachpartnership.org/documents/312104/ba1d17cc-6781-4662-8369-1041df37f2ed> (accès en ligne janvier 2015)
- SUN Movement, 2014. *Annual Progress Report*. <http://scalingupnutrition.org/resources-archive/country-resources/progress-in-the-sun-movement> (accès en ligne janvier 2015)
- UNSCN, 2013. *UN Agencies Country Level Actions in Nutrition*. Geneva.
- UNSCN, 2014. *Nutrition and the Post-2015 Sustainable Development Goals*. Geneva.
- WHO, 2013. http://www.who.int/nutgrowthdb/summary_jme_2013.pdf?ua=1
- WHO, 2014. Obesity and overweight. Fact sheet No 311. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/> (accès en ligne le 4 janvier 2015).
- United Nations Evaluation Group (2012). Terms of Reference. Evaluation of Normative Work in the UN System. Unpublished document, quoted in: United Nations Evaluation Group (2013). *UNEG Handbook for Conducting Evaluations of Normative Work in the UN System*. New York, p. 5.

ANNEXES



ANNEXE 1

TABLEAU 1 OBJECTIFS, RÉSULTATS ET CADRE DE RESPONSABILISATION⁸

RÉSULTAT 1 LA NUTRITION EST INTÉGRÉE DANS DES POLITIQUES ET DES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE AU NIVEAU NATIONAL ET MONDIAL, ET AU SEIN DES FONDS, DES PROGRAMMES ET DES AGENCES DES NATIONS UNIES CONCERNÉS.					
OBJECTIFS	RÉSULTATS	ACTIVITÉS	MOYENS DE VÉRIFICATION	MÉCANISMES ACTUELS	RESPONSABILITÉ PREMIÈRE
<p>1.1</p> <p>Les Nations Unies proposeront un soutien unifié (par l'intermédiaire d'un Plan d'action/ Agenda des Nations Unies pour la nutrition) dans au moins 75 % des pays SUN d'ici 2016, et dans 100 % des pays SUN d'ici 2017, pour le plaidoyer en faveur de la nutrition ainsi que la conception et la mise en œuvre de Plans d'action pour la nutrition / Cadres communs des résultats nationaux, sur la base d'analyses solides de la situation et des priorités nationales convenues.</p>	<p>Les réseaux des Nations Unies pour le Mouvement SUN seront opérationnels dans 75 % des pays SUN d'ici 2016, et dans 100 % d'ici 2017, et les dirigeants et points focaux seront désignés.</p>	<p><u>Niveau mondial, régional et national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Faciliter le renforcement d'équipe et l'action commune par les équipes nationales de nutrition des Nations Unies, sur la base des outils et recommandations convenus. <p><u>Niveau national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Établir des Réseaux des Nations Unies dans tous les pays SUN. 	<p>Tableau de bord avec indicateurs clés sur la mise en place du Réseau des NU du pays, sa stratégie et ses activités de nutrition.</p> <p>Évaluation indépendante de l'efficacité des équipes des Nations Unies du pays.</p>	REACH	<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies ;</p> <p>Coordinateurs résidents des Nations Unies</p>
	<p>Agendas nationaux des Nations Unies pour la nutrition adoptés dans 50 % des pays SUN d'ici 2016, et 100 % d'ici 2017.</p>	<p><u>Niveau national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Proposer une mise à jour des activités du Réseau des Nations Unies basée sur les recommandations et les outils convenus. Préparer un Agenda national des Nations Unies pour la nutrition dans les pays SUN en appui de l'UNDAAF. Appuyer, comme demandé par les pays, la facilitation des plates-formes et des processus multisectoriels / multi-acteurs (SUN) au niveau national et infranational, ainsi que la prestation d'un soutien technique (comme fournisseur direct de ce soutien ou en tant qu'intermédiaire). <p><u>Niveau mondial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Documenter et diffuser des exemples d'Agendas complets des Nations Unies pour la Nutrition qui correspondent aux plans nationaux de nutrition multisectoriels et servent de base au processus de l'UNDAAF. Préparer des rapports de synthèse annuels des mises à jour du Réseau des Nations unies au niveau national. 	<p>Tableaux de bord avec indicateurs clés sur les progrès du Réseau national des Nations Unies, préparation des Agendas pour la Nutrition en appui de l'UNDAAF.</p> <p>Évaluation indépendante de l'efficacité des équipes des Nations Unies du pays.</p> <p>Rapports publiés.</p>	REACH	<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies ;</p> <p>Secrétariat du Réseau des Nations Unies ;</p> <p>Dirigeants des Réseaux des Nations Unies du pays</p>

8 - Comme mentionné en introduction, la responsabilité première peut être modifiée suite à l'évolution des mécanismes de gouvernance de la nutrition des Nations Unies, par exemple concernant l'UNSCN.

<p>1.2</p> <p>Des processus de budgétisation sensible à la nutrition, de mobilisation des ressources et de suivi des dépenses pour la nutrition sont progressivement mis en place dans les secteurs concernés de tous les pays SUN, avec le soutien actif de l'ONU.</p>	<p>Stratégie mondiale de soutien convenue pour tous les pays SUN.</p>	<p>Niveau mondial et régional</p> <ul style="list-style-type: none"> Préparer et mettre régulièrement à jour les recommandations unifiées des Agendas nationaux des Nations Unies pour la Nutrition et l'inventaire des actions nutritionnelles, y compris des exemples de cas, à utiliser par le personnel des pays. Soutenir et faciliter les opportunités régionales de partage d'expériences et d'apprentissage pour les agents de nutrition des pays. Soutenir les demandes d'action conjointe par les équipes des pays pour appuyer le travail d'élaboration des politiques, stratégies et programmes et la facilitation du processus SUN. Établir un consensus sur certaines questions politiques et techniques, par exemple les partenariats avec le secteur privé. 	<p>Revue indépendante des documents d'orientation.</p> <p>Évaluation des participants lors d'événements régionaux d'apprentissage..</p> <p>Évaluation par les équipes nationales sur les taux de réponse mondiaux.</p> <p>% de questions sur lesquelles un consensus a pu être atteint.</p>	<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies ;</p> <p>Secrétariat du Réseau des Nations Unies</p>	
<p>1.2</p> <p>Des processus de budgétisation sensible à la nutrition, de mobilisation des ressources et de suivi des dépenses pour la nutrition sont progressivement mis en place dans les secteurs concernés de tous les pays SUN, avec le soutien actif de l'ONU.</p>	<p>D'ici 2017, tous les UNDAF, mis à jour comme nouvellement élaborés, comprendront des objectifs de nutrition alignés sur le cadre commun des résultats (CCR) du pays.</p> <p>Les approches harmonisées de l'établissement du coût et du budget des activités contribuant à la nutrition et des interventions nutritionnelles spécifiques (adaptées selon le contexte) sont documentées et diffusées.</p> <p>Études de cas</p> <p>Directives</p> <p>Programmes de formation</p>	<p>Niveau mondial</p> <ul style="list-style-type: none"> Selon les besoins, tenir à jour la revue des UNDAF et les directives pour l'inclusion de la nutrition dans les UNDAF. <p>Niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> S'assurer que les objectifs de nutrition sont intégrés dans les UNDAF mis à jour et ceux nouvellement créés. <p>Niveau mondial, régional et national</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les partenaires du développement au niveau national et mondial, et par l'intermédiaire des Communautés de pratique (CdP) du SUN, pour passer en revue les outils et les approches existants pour chiffrer les plans d'action pour la nutrition et préparer des budgets gouvernementaux locaux et nationaux « d'action pour la nutrition ». Contribuer à établir un consensus sur les approches convenant à divers contextes. 	<p>% d'UNDAF nouveaux et mis à jour comprenant des objectifs de nutrition.</p>	<p>Secrétariat du Réseau des Nations Unies ;</p> <p>Dirigeants des Réseaux des pays</p>	
			<p>Nombre de pays où la nutrition est intégrée aux processus de budgétisation nationaux ;</p> <p>Publications - études de cas, documents d'orientation ;</p> <p>programmes de formation..</p>	<p>REACH</p>	<p>Secrétariat du Réseau des Nations Unies</p>

ANNEXE 1

TABLEAU 1 OBJECTIFS, RÉSULTATS ET CADRE DE RESPONSABILISATION

OBJECTIFS	RÉSULTATS	ACTIVITÉS	MOYENS DE VÉRIFICATION	MÉCANISMES ACTUELS	RESPONSABILITÉ PREMIÈRE
<p>1.3</p> <p>Les agences des Nations Unies participent à un programme de plaidoyer coordonné et durable pour relever le défi mondial d'éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes.</p>	<p>En 2015, la nutrition est convenablement représentée dans tous les forums mondiaux concernés, notamment avec les Objectifs de Développement Durables post-2015.</p>	<p><u>Niveau mondial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Définir annuellement des stratégies, des cibles et des objectifs clairs concernant l'engagement des Nations Unies dans les forums mondiaux pour plaider en faveur de la nutrition. • Rédiger et mettre régulièrement à jour un « récit commun » à tout le Système de Nations Unies sur le défi mondial que constitue l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes. • Élaborer des supports de plaidoyer reflétant le « récit commun » en vue d'une adaptation et d'une utilisation dans les forums mondiaux concernés pour atteindre les objectifs de plaidoyer. • Utiliser des supports de plaidoyer pour plaider en faveur d'un accroissement du financement pour la nutrition à tous les niveaux. • Appuyer et renforcer la capacité de plaider en faveur de la nutrition dans les secteurs concernés au niveau national et infranational. 	<p>Stratégie de plaidoyer élaborée.</p> <p>Récit commun élaboré.</p> <p>Évaluation de la façon dont la nutrition est reflétée dans les documents finaux, les rapports et les comptes-rendus médiatiques des forums mondiaux concernés.</p>	<p>UNSCN</p>	<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies</p>
<p>1.4</p> <p>La nutrition est convenablement institutionnalisée dans au moins six organisations des Nations Unies et bénéficie de dotations suffisantes en personnel, d'un encadrement et de lignes budgétaires.</p>	<p>Stratégies de plaidoyer internes en faveur de la nutrition dans les organismes concernés des Nations Unies.</p> <p>Les budgets et les plans stratégiques des agences des Nations Unies mettent la nutrition au premier plan.</p> <p>Dotation en personnel et budget en faveur de la nutrition accrus dans les agences.</p>	<p><u>Niveau mondial et régional</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • « Ateliers » de soutien mutuel entre les responsables de la nutrition des agences afin de mettre au point des stratégies et des tactiques visant à intégrer fermement la nutrition au sein de chaque agence. • Apprentissage mutuel sur la façon de soutenir durablement l'attention portée à la nutrition dans les budgets et les plans stratégiques des agences. • Préparation d'études de cas et de directives, de programmes de formation et d'opportunités d'apprentissage par l'expérience afin de renforcer la capacité de budgétisation pour la nutrition. 	<p>Nombre d'agences enregistrant une augmentation du nombre de personnel de nutrition permanent et des budgets accrus pour la nutrition.</p>		<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies</p>

<p>1.5</p> <p>Le Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN intègre toutes les entités des Nations Unies activement impliquées dans la nutrition au niveau des pays.</p>	<p>Engagement actif dans le Réseau des organismes des Nations Unies impliqués dans la nutrition.</p> <p>Les procédures opératoires du Réseau des Nations Unies bénéficient de l'adhésion partagée des entités membres.</p>	<p>Niveau mondial</p> <ul style="list-style-type: none"> Étendre l'adhésion au Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN aux agences actives en nutrition. <p>Niveau mondial et régional</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser des réunions régulières entre le personnel de nutrition des Agences des Nations Unies, au niveau mondial et régional (les réunions régionales impliquent le personnel national). <p>Niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> Impliquer dans les Réseaux nationaux des Nations Unies toutes les agences engagées dans la nutrition au niveau national. 	<p>Nombre d'agences activement impliquées.</p> <p>Évaluation annuelle du fonctionnement du Réseau.</p>	<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies, avec l'appui du Secrétariat du Réseau des Nations Unies</p>
<p>1.6</p> <p>Les agences des Nations Unies soutiennent le développement d'un système de gouvernance mondial inclusif et solide en faveur de la nutrition, comprenant des initiatives et des objectifs mondiaux alignés, qui sera opérationnel d'ici 2017.</p>	<p>Recommandations techniques fournies par les Nations Unies pour s'assurer que la nutrition est totalement intégrée à l'agenda des ODD post-2015, et que la vision, les cibles et les objectifs [au minimum] de l'évènement Nutrition for Growth, de l'AMS et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sont harmonisés avec ceux de l'agenda post-2015.</p> <p>Revue des initiatives et des mécanismes actuels de gouvernance, et recommandations sur les possibilités d'organisation d'un système de gouvernance mondial.</p> <p>Mise en œuvre d'un système de gouvernance mondial nouveau / révisé.</p>	<p>Niveau mondial</p> <ul style="list-style-type: none"> En collaboration avec les partenaires concernés, organiser des réunions visant à favoriser l'intégration des cibles et des indicateurs de nutrition dans les ODD, et élaborer des recommandations de mise en œuvre après avoir défini ces ODD. Revue des mécanismes de responsabilisation et de gouvernance de l'UNSCN et recommandations pour de futurs mécanismes, y compris les liens entre des organismes comme l'UNSCN et le CSA. 	<p>UNSCN</p> <p>Cibles et indicateurs de nutrition compris dans les ODD.</p> <p>Rapport 2014 sur la nutrition mondiale</p> <p>Nouveaux mécanismes mis en œuvre.</p>	<p>Responsables de la nutrition de l'OMS et de la FAO</p> <p>Responsables de la nutrition de l'OMS et de la FAO</p>

ANNEXE 1

TABLEAU 1 OBJECTIFS, RÉSULTATS ET CADRE DE RESPONSABILISATION

RÉSULTAT 2 DES PROGRAMMES DE QUALITÉ (SPÉCIFIQUES À LA NUTRITION ET CONTRIBUANT À LA NUTRITION) SONT MIS EN ŒUVRE À GRANDE ÉCHELLE ET AVEC UNE COUVERTURE SUFFISANTE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS NATIONAUX ET MONDIAUX.					
OBJECTIFS	RÉSULTATS	ACTIVITÉS	MOYENS DE VÉRIFICATION	MÉCANISMES ACTUELS	RESPONSABILITÉ PREMIÈRE
<p>2.1</p> <p>Proposer un soutien technique de haute qualité et réactif lors de la mise en œuvre des programmes nationaux.</p>	<p>Directives techniques et normatives fondées sur des bases factuelles concernant les interventions nutritionnelles spécifiques et celles contribuant à la nutrition, ainsi que la gestion des programmes et les capacités de S&E.</p> <p>Agents très qualifiés dans les bureaux régionaux et nationaux des agences.</p>	<p><u>Niveau mondial, régional et national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Faire appel à l'innovation découlant de l'expertise et de l'expérience des agences des Nations Unies pour aider au renforcement de la nutrition. Revoir le statut des directives techniques concernant les interventions nutritionnelles spécifiques et celles contribuant à la nutrition en fonction des données actuelles. Préparer des directives fondées sur des bases factuelles harmonisées si des lacunes ont été identifiées. Harmoniser les directives spécifiques des agences pour offrir des conseils cohérents et crédibles aux pays. Mettre en œuvre un perfectionnement constant du personnel pour maintenir et améliorer la qualité des services de conseils techniques et en gestion. 	<p>Directives harmonisées publiées et utilisées ; tendances en nombre de téléchargements et demandes de publications ; enquêtes de satisfaction des partenaires.</p> <p>Programmes de développement du personnel mis en œuvre.</p>	<p>UNSCN</p>	<p>Personnel de nutrition des agences des Nations Unies</p>
<p>2.2</p> <p>Améliorer la couverture et la qualité des interventions mises en place à grande échelle par les pays pour relever les défis clés de la nutrition, avec l'appui des Nations Unies, dans 85 % des pays SUN d'ici 2016 et dans 100 % des pays SUN d'ici 2017⁹.</p>	<p>Evidence documentée de l'amélioration de la couverture et de la qualité des programmes visant à lutter contre le retard de croissance dans certains pays [Autres conditions de malnutrition à ajouter au fil du temps].</p>	<p><u>Niveau mondial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réviser et documenter l'évidence sur les stratégies visant à améliorer la couverture, l'intensité et la qualité des programmes de lutte contre toutes les formes de malnutrition [mise en œuvre progressive, en commençant par le retard de croissance]. <p><u>Niveau national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Apporter un soutien technique pour améliorer la qualité et la couverture des programmes menés par les pays dans les pays SUN, documenter les enseignements tirés. 	<p>Directives et AT fournis.</p> <p>Évaluations des programmes.</p> <p>Rapports sur la couverture des plates-formes de responsabilisation (par ex. Rapport sur la nutrition mondiale).</p>		<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies</p>

9 - Un vaste objectif, à détailler plus précisément avec des cibles et des objectifs spécifiques d'amélioration de la couverture de qualité et de l'intensité dans des plans de travail annuels.

2.3 Les niveaux de malnutrition aigüe et chronique diminuent rapidement dans les « points chauds de la nutrition ».	Stratégies transfrontalières complètes pour la nutrition soutenues par les Nations Unies mises en œuvre dans au moins 2 points chauds d'ici 2016	Régional (avec soutien mondial et national) <ul style="list-style-type: none"> Planifier et mettre en œuvre conjointement une stratégie complète et coordonnée pour soutenir la réduction de la sous-nutrition dans des régions sélectionnées (comme le Sahel, les Andes, la Corne de l'Afrique). 	Évaluations des plans et programmes.	Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies
RÉSULTAT 3 DES MÉCANISMES DE SOUTIEN ADAPTÉS SONT INSTAURÉS (DONNÉES, ÉVIDENCE SCIENTIFIQUE, RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES) POUR ORIENTER LE PLAIDOYER, L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES.				
3.1 Le système des Nations Unies propose un soutien constant pour assurer le développement de systèmes nationaux solides d'information nutritionnelle (y compris la couverture) jusqu'au niveau infranational.	RÉSULTATS Systèmes d'information de gestion de la nutrition nationaux et infranationaux améliorés dans au moins 15 pays d'ici 2017 Directives sur l'élaboration des systèmes d'information nutritionnelle nationaux et infranationaux	ACTIVITÉS Niveau mondial, régional et national <ul style="list-style-type: none"> Soutenir l'élaboration et l'utilisation de systèmes d'information nutritionnelle solides à tous les niveaux, y compris établissements d'un consensus sur les indicateurs et leur utilisation. Préparer et diffuser des directives, basées sur l'expérience. En collaboration avec les agences des Nations Unies et d'autres partenaires, renforcer les outils existants et/ou créer de nouveaux outils pour soutenir les systèmes d'information de gestion de la nutrition. 	MOYENS DE VÉRIFICATION Nombre de pays soutenus dans la mise en place d'un SIG efficace (national et infranational). Informations disponibles sur la couverture, l'intensité et la qualité des programmes. Disponibilité de directives. Utilisation de directives.	RESPONSABILITÉ PREMIÈRE Secrétariat du Réseau des Nations Unies ; Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies.
3.2 Dans certains pays, l'ONU soutient la mise en œuvre de stratégies innovantes (comme le financement basé sur les résultats [FBR]) pour mobiliser des ressources en faveur de la nutrition.	Études de cas de stratégies innovantes pour la mobilisation des ressources Directives sur la mise en œuvre de stratégies pour le FBR	Niveau mondial, régional et national <ul style="list-style-type: none"> Développement des capacités internes des Nations Unies pour soutenir l'innovation en matière de mobilisation des ressources. Soutenir (sur demande) la mise en œuvre du FBR dans certains pays. Documenter et diffuser les expériences. Préparer des directives pour la mise en œuvre par les Nations Unies et d'autres partenaires du développement et équipes de pays. 	Études de cas diffusées. Nombre de pays mettant en œuvre le FBR et d'autres innovations en matière de mobilisation des ressources.	Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies

ANNEXE 1

TABLEAU 1 OBJECTIFS, RÉSULTATS ET CADRE DE RESPONSABILISATION

OBJETIFS	RÉSULTATS	ACTIVITÉS	MOYENS DE VÉRIFICATION	MÉCANISMES ACTUELS	RESPONSABILITÉ PREMIÈRE
<p>3.3</p> <p>Dans les 2 ans à venir, sous la direction des Nations Unies, un plan d'action complet et innovant sera mis en place pour débloquer et mettre rapidement à niveau les capacités humaines pour la nutrition à tous les niveaux.</p>	<p>Augmentation rapide des capacités humaines appropriées pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques et les programmes nationaux complets pour la nutrition.</p>	<p><u>Niveau mondial, régional et national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> En se basant sur les outils, les évaluations et les initiatives existants, organiser des processus consultatifs [avec une forte participation nationale] visant à identifier les capacités humaines et institutionnelles manquantes pour renforcer la conception de politiques multisectorielles pour la nutrition et la mise en œuvre des programmes. Soutenir la conception et la mise en œuvre d'actions innovantes [au niveau mondial, régional et national] pour combler les principales lacunes. Documenter les enseignements tirés et diffuser. 	<p>Capacités accrues disponibles à tous les niveaux, par ex. nombre de postes d'agents de la nutrition à temps complet (niveau international/national) avec financement durable.</p>		<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies</p>
<p>3.4</p> <p>Les bases de données et les plates-formes de partage des connaissances des agences des Nations Unies sont alignées, et fournissent des données fiables et récentes pour la reddition de comptes sur les objectifs nutritionnels mondiaux.</p>	<p>Les bases de données, les indicateurs et les protocoles d'enquête sur la nutrition des Nations Unies sont alignés et accessibles. Les Nations Unies remplissent leur rôle de surveillance des tendances mondiales de la nutrition et de réalisation des progrès attendus en temps voulu.</p>	<p><u>Niveau mondial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer les carences, les lacunes, les redondances et les incohérences des enquêtes régulières et des sources de données des Nations Unies. Fournir des données de haute qualité pour le Rapport sur la nutrition mondiale. Concevoir et mettre en œuvre un système de compte-rendu harmonisé sur les principaux engagements et cibles au niveau mondial. 	<p>Qualité et exhaustivité des données fournies par les agences des Nations Unies pour les bases de données et les rapports, comme la Charge mondiale de Morbidité, le Rapport sur la Nutrition Mondiale. Compte-rendu sur les engagements mondiaux dans différents forums, par ex. l'Assemblée Générale des Nations Unies.</p>		<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies</p>
<p>3.5</p> <p>Les Nations Unies réunissent en temps voulu des groupes d'experts pour définir des programmes de recherche sur les questions émergentes, et s'assurent que les résultats de recherche sont correctement synthétisés et diffusés pour être utilisés par les décideurs et les responsables de programmes.</p>	<p>Publications synthétisant les résultats de recherche sur les questions émergentes pour les décideurs et les responsables de programmes.</p>	<p><u>Niveau mondial et régional</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Tenir à jour une liste des questions émergentes prioritaires, en se basant sur une vaste consultation des experts et des parties prenantes à tous les niveaux. Réunir des groupes d'experts sur des thèmes clés, soutenir le développement et la mise en œuvre de programmes de recherche prioritaires, notamment sur les priorités de recherche. 	<p>Pertinence, à-propos, lectorat ciblé des documents de synthèse.</p>	<p>UNSCN</p>	<p>Responsables de la nutrition des agences des Nations Unies</p>

ANNEXE 2

NOTE SUR LA TERMINOLOGIE APPLICABLE À L'AGENDA MONDIAL DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION

Dans le présent document, l'expression « **système des Nations Unies** » renvoie à l'intégralité des organes de l'ONU (l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social / ECOSOC, le Secrétariat de l'ONU et la Cour internationale de justice), à ses organisations, fonds, programmes, instituts de recherche et de formation, autres entités, commissions, agences spécialisées, départements et bureaux.

L'expression « **mécanismes intergouvernementaux de l'ONU** » renvoie aux organes composés de membres, comme les organes concernés de l'ONU (l'Assemblée générale et le Conseil économique et social), les organes directeurs des agences spécialisées (l'Assemblée Mondiale de la Santé, la Conférence et le Conseil de la FAO, par exemple) ainsi que les conseils d'administration des fonds et programmes (le Conseil d'administration de l'UNICEF ou du PAM, par exemple) qui rendent compte à l'Assemblée générale et/ou à l'ECOSOC.

Les **comités spécialisés des Nations Unies** sont des comités et des groupes de travail constitués par ces structures, auxquelles ils rendent compte : le Comité de la sécurité alimentaire (CSA), l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF), le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN), par exemple.

L'expression « **organisations du système des Nations Unies** » renvoie aux agences spécialisées, fonds et programmes dans leurs rôles opérationnels, assurant les « fonctions de secrétariat » des mécanismes intergouvernementaux.

Le **Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS)** est le principal mécanisme de renforcement de coordination et de collaboration entre les organisations du système des Nations Unies. Il réunit les chefs de secrétariat de 29 entités, dont le Secrétaire général des Nations Unies, les chefs des fonds, programmes, agences spécialisées [y compris la Banque mondiale], l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'appuie sur trois piliers : le *Comité de haut niveau chargé des programmes* (qui œuvre à la cohérence des politiques, y compris par le suivi des conférences des Nations Unies) ; le *Comité de haut niveau sur la gestion*, régissant les mécanismes de gestion inter-agence, y compris l'initiative « Unis dans l'action » ; et le *Groupe des Nations Unies pour le développement* qui se consacre aux activités opérationnelles pour le développement, notamment au travail au niveau des pays.

Conseil économique et social (ECOSOC) : institué en 1946 par la Charte fondatrice des Nations Unies, l'ECOSOC est le principal organe chargé des questions de coordination, revue des politiques, dialogue politique, émission de recommandations sur les questions économiques, sociales et environnementales et mise en œuvre des objectifs de développement convenus au niveau international.

Agences spécialisées : organisations autonomes dont le travail est coordonné via l'ECOSOC (niveau intergouvernemental) et le CSS (niveau intersecrétariat).

Le **Réseau du système des Nations Unies SUN** a été officiellement lancé en août 2013, lorsque les dirigeants de la FAO, du FIDA, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS ont approuvé le plan de travail du Réseau. Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) et le partenariat REACH (Renewed Efforts Against Child Hunger and Undernutrition) des Nations Unies étaient à l'origine les co-facilitateurs de ce Réseau. Avec la revalidation du partenariat REACH début 2015, le rôle de secrétariat a été transféré au Secrétariat du partenariat REACH. Le rôle principal de ce Réseau est d'assurer l'harmonisation des approches et des recommandations utilisées par les pays dans leurs efforts pour renforcer la nutrition. Dans certains documents, le Réseau du système des Nations Unies SUN est également appelé Réseau des Nations Unies pour la nutrition ou Réseau des Nations Unies du Mouvement SUN. Voir ici <http://scalingupnutrition.org/the-sun-network/un-network> pour de plus amples renseignements sur le mandat du Réseau des Nations Unies du Mouvement SUN.

ANNEXE 3

DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS MONDIAUX CONCERNANT LA NUTRITION 1992 - 2014

ANNÉE	ÉVÈNEMENT	DOCUMENT/ DÉCLARATION	PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET DÉCISIONS
1992	Conférence internationale sur la nutrition (CIN), Rome, Italie	Déclaration mondiale et Plan d'action	Éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition avant le prochain millénaire.
1996	Sommet mondial de l'alimentation, Rome, Italie	Déclaration de Rome et Plan d'action sur la sécurité alimentaire mondiale	Plaidoyer pour réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici 2015. Les engagements sont les suivants : instaurer un environnement propice, assurer l'accès à des aliments nutritifs, soutenir la production alimentaire, soutenir le libre-échange international, prévenir les situations d'urgence et s'y préparer, encourager l'affectation optimale de l'investissement public et privé, suivre la mise en œuvre d'un plan d'action.
2002	Le Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, Rome, Italie	Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après.	Appel à réaffirmer l'engagement de 1996 de réduire le nombre de personnes sous-alimentées d'environ 400 millions d'ici 2015. Appel à renforcer le développement rural et agricole dans les politiques de développement nationales et l'aide internationale.
2008	La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome	Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies.	Réaffirmation de l'engagement envers la Déclaration de Rome Volonté d'accroître l'aide à la sécurité alimentaire des pays en voie de développement (mais sans fixer d'objectif stratégique) ; appels pour une production alimentaire accrue, moins de restrictions sur les échanges et davantage de recherche agricole.
2008	Sommet du G8, Hokkaido, Japon	Déclaration des dirigeants sur la sécurité alimentaire mondiale.	Inverser la diminution générale de l'aide et de l'investissement dans le secteur agricole ; soutenir les initiatives des pays en voie de développement, par ex. le PDDAA ; promouvoir la recherche agricole ; aider au développement de systèmes d'alerte précoce. Aucun engagement spécifique à la nutrition ; soutien des stratégies menées par les pays en matière de changement climatique ; bonne gouvernance, intégration des objectifs de sécurité alimentaire dans les politiques de développement des donateurs et des pays destinataires.
2009	Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous, Madrid, Espagne	Rapport	Les pays doivent adopter des stratégies nationales pour la réalisation du droit à l'alimentation. Prise en charge de tous les aspects de la sécurité alimentaire, y compris des systèmes de protection sociale ; élimination des subventions qui faussent la concurrence. Le développement social et économique des zones rurales doit être un objectif premier des politiques.

PROCESSUS	STATUTS	PRINCIPALES SOURCES
<p>Plans d'action nationaux pour la nutrition (PANN) ; Base de données mondiale de l'OMS sur les politiques et les programmes nationaux pour la nutrition (1993).</p>	<p>Entre 1994 et 2001, 144 pays participants ont préparé ou finalisé un PANN. De nombreuses contraintes de capacités et des ressources ont été constatées. La base de données de l'OMS a été relancée comme Base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition (GINA).</p>	<p>FAO 1995, <i>The International Conference on Nutrition: Reaffirming FAO's commitment to improving nutrition.</i> OMS, 2014. <i>Global database on the Implementation of Nutrition Action (GINA).</i> Disponible sur https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/home</p>
<p>Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV).</p>	<p>Peu de progrès notés depuis 2002. Les engagements du Sommet mondial de l'alimentation ont été réaffirmés cinq ans plus tard, lors du Sommet mondial de l'alimentation 2002, puis par la Déclaration du millénaire et comme Objectif 1.C des OMD.</p>	<p>WFS 1996, <i>Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action</i> FAO 2002 <i>World Food Summit five years later: Mobilising the political will and resources to banish world hunger: technical background documents.</i></p>
<p>Alliance internationale contre la faim et la malnutrition (IAHM) fondée en 2003. Groupe de travail intergouvernemental chargé de préparer un ensemble de directives sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation.</p>	<p>La proportion du nombre de personnes sous-alimentées a diminué, mais pas leur nombre. Engagement réaffirmé dans les OMD. IAHM : instaurée par la FAO, le FIDA, le PAM et Bioversity, elle soutient les alliances nationales et régionales ; toujours active. Les directives sur le droit à l'alimentation, adoptées par la 127^e séance du Conseil de la FAO en novembre 2004.</p>	<p>FAO 2004. <i>Voluntary Guidelines to Support the progressive realization of the right to adequate food in the context of national food security</i> F6.16.2 D3 WFS 2002. <i>Declaration of the World Food Summit: five years later</i> F6.16.2 D2 <i>The Alliance Against Hunger and Malnutrition: http://www.theaahm.org/</i></p>
<p>Pas de nouveaux organismes - FAO responsable du suivi, ainsi que la HLTf. Proposition de partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition (voir réunions de Madrid).</p>		<p><i>High-Level Conference On World Food Security 2008, Declaration of the High-Level Conference on World Food Security: The Challenges of Climate Change and Bioenergy.</i></p>
<p>Groupe d'experts du G8 sur la sécurité alimentaire mondiale pour soutenir l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF).</p>	<p>Le rapport du Groupe d'experts du G8 a noté que des progrès avaient été réalisés, y compris des engagements financiers accrus ; négociations commerciales du cycle de Doha bloquées.</p>	<p>G8 2008, <i>G8 Leaders' Statement on Global Food Security, G8 Hokkaido Yoako Summit, 2008.</i> Disponible sur www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2008/doc/doc080709_04_en.html G8 Experts Group on Global Food Security 2009. <i>G8 Efforts towards Global Food Security</i></p>
<p>Processus de consultation sur l'établissement d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.</p>		<p>Auer 2010, <i>Global Partnership for Agriculture and Food Security: Actors, missions and achievements.</i> Rural 21 Vol 44 Nr 5 2010 De Schutter 2009. <i>The High-Level Meeting on Food Security For All Madrid, 26-27 January 2009: Taking The Right To Food Seriously - Analysis By The Special Rapporteur On The Right To Food, Olivier De Schutter. January 2009.</i></p>

ANNEXE 3

DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS MONDIAUX CONCERNANT LA NUTRITION 1992 - 2014

ANNÉE	ÉVÈNEMENT	DOCUMENT/ DÉCLARATION	PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET DÉCISIONS
2009	Sommet du G8, L'Aquila, Italie	Déclaration commune de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale.	Réaffirmation de l'engagement d'accroître l'aide à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, autonomiser les petits exploitants agricoles, soutenir les plans pilotés par les pays, promouvoir une meilleure coordination et renforcer la gouvernance mondiale et locale pour la sécurité alimentaire, y compris le soutien à la HLTf. Engagement de faire progresser la mise en œuvre du GASPF (Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire). Engagement de fournir des ressources en appui du PDDAA (Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine) et d'autres plans régionaux et nationaux similaires.
2009	Sommet du G20, Pittsburgh, États-Unis	Déclaration des chefs d'États et de gouvernements.	Réformer la mission, le mandat et la gouvernance des banques de développement multilatérales Appel pour que la Banque mondiale joue un rôle majeur dans la résolution des problèmes dont la nature impose une action coordonnée au niveau mondial, comme le changement climatique et la sécurité alimentaire.
2009	Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, Rome	Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation.	Réaffirme l'engagement envers l'OMD/objectif de la Déclaration de Rome de diviser de moitié le nombre de personnes souffrant de malnutrition d'ici 2015. Se fonde sur les cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable : <ul style="list-style-type: none"> • soutenir les processus menés par les pays, • mener des approches globales, • coordonner efficacement les programmes d'assistance, • jouer un rôle important auprès des institutions multilatérales en améliorant leur efficacité et leur coordination, • accroître les fonds disponibles pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
2010	Soixante-troisième Assemblée mondiale de la Santé (AMS)	Résolution 63.23	Appel aux États membres d'accroître la volonté politique pour prévenir et réduire la malnutrition sous toutes ses formes. Appel à accroître la volonté politique, mettre en œuvre la stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, à renforcer les systèmes de surveillance de la nutrition et à mieux utiliser les indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement afin de suivre les progrès accomplis. Appel au directeur général de l'OMS de renforcer les dispositifs existants de collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et organisations internationales engagées dans la nutrition, y compris en désignant clairement les chefs de file et en déterminant la répartition des tâches et les résultats à atteindre. Appel aux États membres de protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement et pour garantir que les substituts du lait maternel sont achetés, distribués et utilisés selon des critères stricts.

PROCESSUS	STATUTS	PRINCIPALES SOURCES
<p>Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire (AFSI) : engagements financiers par le G8 d'investir 20 milliards USD sur trois ans dans le cadre de l'AFSI.</p>	<p>Approbation de 27 pays et 15 organisations internationales, mais environ un tiers seulement de nouveaux fonds au-delà des engagements existants ; aucune augmentation massive de l'aide pour la sécurité alimentaire et la nutrition.</p>	<p><i>G8 2010, Muskoka Accountability Report.</i> <i>IFPRI 2014, Aid Effectiveness How Is the LAquila Food Security Initiative Doing?</i> <i>OECD 2012, Aid for Security and Nutrition</i></p>
<p>Fonds fiduciaire à la Banque mondiale : Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP). Avril 2010, engagements de 900 millions USD pris par les États-Unis, le Canada, l'Espagne, la Corée du Sud et la Bill & Melinda Gates Foundation.</p>	<p>GAFSP toujours actif, environ 1,2 milliard USD reçus ; actif jusqu'en 2019.</p>	<p><i>Auer 2010, Global Partnership for Agriculture and Food Security: Actors, missions and achievements Rural 21 Vol. 44 Nr 5 2010.</i> <i>G20 2009, Leaders' Statement: The Pittsburgh Summit 2009.</i> <i>GAFSP 2014, About GAFSP. Disponible sur : www.gafspfund.org</i></p>
<p>Validation des réformes auprès du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ; objectif d'être la plate-forme internationale et intergouvernementale la plus inclusive pour que toutes les parties prenantes œuvrent ensemble de façon coordonnée à garantir la nutrition et la sécurité alimentaire pour tous. Ceci reviendrait à endosser une partie du rôle de la HLTF.</p> <p>Engagement de faire avancer le Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition et de promouvoir une meilleure coordination au niveau mondial, régional et national sur les questions alimentaires mondiales en collaboration avec les parties prenantes concernées du secteur public et du privé.</p>	<p>Les Principes de Rome continuent d'être présentés comme des principes directeurs, par exemple dans le cadre du Mouvement SUN.</p>	<p><i>WSFS 2009, Declaration of the World Summit on Food Security</i></p>
<p>La résolution demande au directeur général de l'OMS « d'élaborer un plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant qui soit une composante essentielle d'un cadre multisectoriel mondial en matière de nutrition ».</p>	<p>Résolution utilisée dans le plaidoyer pour l'alimentation des nourrissons.</p>	<p><i>IBFAN 2010, ICDC mise à jour juridique juin 2010. Disponible sur http://www.ibfan.org/art/LU-june2010.pdf</i> <i>AMS 2010, Résolution 63.23</i></p>

ANNEXE 3

DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS MONDIAUX CONCERNANT LA NUTRITION 1992 - 2014

ANNÉE	ÉVÈNEMENT	DOCUMENT/ DÉCLARATION	PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET DÉCISIONS
2010	Réunions de printemps de la Banque mondiale, Washington DC, avril	Cadre d'action pour le renforcement de la nutrition.	
2010	Sommet du G8, Muskoka, Canada, juin	Déclaration de Muskoka - Reprise et renaissance.	Engagement de mobiliser 5 milliards USD de financement additionnel sur les cinq prochaines années, en prévoyant que sur la période 2010-2015, l'Initiative de Muskoka mobilisera une somme bien supérieure à 10 milliards de dollars. Accent mis sur la mortalité maternelle, néonatale et infantile. Impulsion accrue donnée à l'élaboration, sous la direction des Nations Unies, d'un Plan d'action conjoint visant à améliorer la santé des femmes et des enfants. Soutien à l'AFSI, à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et à la mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.
2010	Évènement Change a Life, Change the Future, New York, États-Unis, septembre	Déclaration commune des donateurs (États-Unis et Irlande [coanimateurs], Canada, France, Banque mondiale, Bill and Melinda Gates Foundation, Royaume-Uni)	Répondre aux demandes des pays en améliorant la collaboration au sein des alliances des partenaires du développement. Stimuler le leadership international et national pour la nutrition, y compris sous le SG des Nations Unies, et fonder un Groupe principal du Mouvement SUN. Répondre urgemment au défi de la nutrition, notamment en coordonnant l'appui à la Feuille de route du SUN.
2011	Réunion des ministres de l'Agriculture du G20, Paris	Déclaration, Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture.	Plan d'action présenté au sommet du G20 à Cannes en 2011
2011	Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, 2011	Déclaration politique. Assemblée générale des Nations Unies, Résolution A/66/2	La déclaration fait référence à diverses déclarations régionales sur les MNT. Les recommandations préconisent d'orienter les efforts vers les changements du système alimentaire, le renforcement du système de santé, les approches multisectorielles, la collaboration internationale.
2012	Sommet du G8, Camp David, États-Unis	Engagements envers la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (G8 et UA).	Réaffirmer l'engagement constant des donateurs envers la réduction de la pauvreté et de la faim ; accélérer la mise en place des composantes essentielles du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) ; exploiter le potentiel de l'investissement privé responsable pour appuyer les objectifs de développement ; aider 50 millions de personnes à s'extraire de la pauvreté en Afrique d'ici 2022 ; atteindre une croissance inclusive, soutenue et induite par l'agriculture en Afrique.
2012	Rio+20 : Conférence sur le développement durable, Rio de Janeiro, Brésil, Juin	Document final L'avenir que nous voulons.	Défi Faim Zéro lancé : 100 % d'accès à une alimentation adéquate toute l'année, zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance, plus de malnutrition pendant la grossesse et la petite enfance, durabilité de tous les systèmes agroalimentaires, 100 % d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants (notamment les femmes) et; enfin, zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires (notamment grâce à une consommation responsable).

PROCESSUS	STATUTS	PRINCIPALES SOURCES
Mise en place des structures constituant actuellement le Mouvement SUN - Lors du Forum sur la nutrition de Rome, David Nabarro a demandé l'élaboration de la Feuille de route.	En cours	<p><i>Mokoro 2014a Independent Comprehensive Evaluation of the Scaling Up Nutrition Movement: Inception Report. Oxford: Mokoro Ltd, 01 August 2014.</i></p> <p><i>SUN 2010, Scaling Up Nutrition: A Framework for Action. 2010 (réimpression avril 2011.)</i></p> <p><i>SUN Road Map Task Team 2010, A Road Map for Scaling-Up Nutrition (SUN). Première édition. Scaling Up Nutrition Road Map Task Team, septembre 2010</i></p>
Initiative de Muskoka.		<p><i>G8 2010, Muskoka Declaration F6 D17 IPPF 2014, Muskoka Initiative Recipients Tell High Level Summit – Family Planning Investment Saves Lives. International Planned Parenthood Federation. www.ippf.org/news/Muskoka-Initiative-Recipients-tell-High-Level-Summit-Family-Planning-Investment-Saves-Lives</i></p>
Initiative des 1000 jours constituée. Hub de l'initiative des 1000 jours créé par InterAction, GAIN et le département d'État des États-Unis.	En cours - L'initiative compte plus de 80 membres.	<p><i>1,000 Days. 2013 Progress Report. http://www.thousanddays.org/</i></p>
		<p><i>http://www.oecd.org/g20/topics/agriculture/2011-06-23_-_Action_Plan_-_VFinale.pdf</i></p>
		<p><i>http://www.un.org/en/ga/ncdmeeting2011/</i></p>
S'appuie sur l'initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire.	Engagements financiers privés et publics réalisés. Préoccupations concernant les systèmes semenciers et l'attribution des terres.	<p><i>G8 2012, Camp David Declaration. Disponible sur : http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/05/19/camp-david-declaration</i></p> <p><i>New Alliance for Food Security and Nutrition 2014, New Alliance Progress Report 2013-2014</i></p>
Équipe spéciale de haut niveau (HLTF) sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.		<p><i>Zero Hunger Challenge, 2012. http://www.un.org/en/zerohunger/#&panel1-1</i></p>

ANNEXE 3

DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS MONDIAUX CONCERNANT LA NUTRITION 1992 - 2014

ANNÉE	ÉVÈNEMENT	DOCUMENT/ DÉCLARATION	PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET DÉCISIONS
2012	Assemblée mondiale de la Santé (AMS)	Résolution 65/6 : Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, comprenant 6 cibles mondiales à atteindre d'ici 2025.	<p>Cibles : réduire de 40 % le nombre d'enfants présentant un retard de croissance ; réduire de 50 % l'anémie chez les femmes en âge de procréer ; réduire de 30 % l'insuffisance pondérale à la naissance ; pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surcharge pondérale ; porter les taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 % ; réduire et maintenir au-dessous de 5 % l'émaciation chez l'enfant.</p> <p><u>Le plan demande aux membres de prendre des mesures favorisant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> i) le développement ou le renforcement de politiques de nutrition luttant globalement contre le double fardeau de la malnutrition et comprenant des actions de nutrition dans la politique générale nationale de santé et de développement ; ii) établir des mécanismes de gouvernance intersectoriels efficaces afin d'étendre la mise en œuvre d'actions pour la nutrition, notamment dans le cadre de la stratégie mondiale sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ; iii) développer ou renforcer des mesures législatives, réglementaires et autres mesures efficaces pour contrôler la commercialisation des substituts du lait maternel ; iv) établir un dialogue avec les parties nationales et internationales concernées et constituer des alliances et des partenariats pour développer des actions en faveur de la nutrition, en instaurant des mécanismes adaptés pour se prémunir contre les éventuels conflits d'intérêts ; v) adopter une approche globale pour le renforcement des capacités, y compris un accroissement des effectifs.
2012	Première réunion du Groupe principal du Mouvement pour le Renforcement de la nutrition (SUN)	Note pour mémoire Première réunion du Groupe principal du Mouvement SUN 10 avril.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Œuvrer ensemble à définir une stratégie réaliste, considérée comme prioritaire et axée sur les résultats (Feuille de route révisée) au titre de la participation au Mouvement global, en spécifiant des objectifs circonscrits dans le temps et des indicateurs permettant d'évaluer les avancées. 2. Constituer des sous-groupes afin de travailler, avec le soutien du Secrétariat et des Réseaux du Mouvement SUN, sur les éléments clés de la stratégie, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Décrire et partager les meilleures pratiques, particulièrement entre pays et parties prenantes ; • Justifier de la rentabilité de la nutrition ; • Effectuer un suivi des financements et investissements ; • Tisser un cadre de responsabilisation et de résultats solide ; • Plaider en faveur de la mobilisation de ressources nationales et internationales pour la nutrition ; • S'assurer que l'accent est placé sur a) la dimension du genre et b) l'autonomisation des femmes dans les politiques et actions visant à renforcer la nutrition. 3. Favoriser l'accès des pays SUN à un soutien coordonné cohérent en contribuant au développement des Réseaux du Mouvement. 4. Prendre fait et cause pour le Renforcement de la nutrition et le Mouvement SUN lors des occasions de plaider aux niveaux national et mondial.
2012	Assemblée générale des Nations Unies (UNGA)	L'avenir que nous voulons. Assemblée générale des Nations Unies, Résolution 66/288.	Réaffirme l'engagement envers les OMD. Reconnaît que les individus sont au centre du développement durable, en établissant un cadre institutionnel pour le développement durable.

PROCESSUS	STATUTS	PRINCIPALES SOURCES
<p>Adoptée par le Mouvement SUN, le Pacte mondial de nutrition pour la croissance, The Lancet, la CIN2, et comprise dans les discussions/négociations sur les ODD post-2015.</p>	<p>Le premier Rapport sur la nutrition mondiale indique peu de progrès sur certains indicateurs, et un manque de données.</p>	<p>WHA 2012, <i>Comprehensive implementation plan on maternal, infant and young child nutrition</i> WHA 2012, <i>Resolution 65/5 WHO 2013, Maternal, infant and young child nutrition Report by the Secretariat</i> The Lancet 2013, <i>Maternal and Child Nutrition. Executive Summary of The Lancet Maternal and Child Nutrition Series. The Lancet, 2013.</i></p>
<p>Le Groupe Principal du Mouvement SUN se réunit deux fois par an.</p>	<p>Il est fait référence au rapport Independent Comprehensive Evaluation report for the evaluation of the SUN governance http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2015/05/SUN_ICE_FullReport-All(1-5-15).pdf</p>	<p>http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2012/09/archived/120503-SUN-Movement-Lead-Group-Note-for-the-Record-English.pdf</p>
<p>Instauration d'un forum politique intergouvernemental universel de haut niveau (2013).</p>		<p><i>The Future We Want, July 2012 (UN General Assembly, Resolution 66/288).</i> http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=%20A/RES/66/288</p>

ANNEXE 3

DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS MONDIAUX CONCERNANT LA NUTRITION 1992 - 2014

ANNÉE	ÉVÈNEMENT	DOCUMENT/ DÉCLARATION	PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET DÉCISIONS
2013	Sommet Global Nutrition for Growth (N4G) (Nutrition pour la croissance)	Pacte mondial de nutrition pour la croissance.	<p>Garantir qu'au moins 500 millions de femmes enceintes et d'enfants de moins de deux ans bénéficient d'interventions nutritionnelles efficaces. Réduire d'au moins 20 millions le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance. Sauver la vie d'au moins 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans en réduisant les retards de croissance, en renforçant la pratique de l'allaitement maternel et en développant le traitement de la malnutrition aiguë sévère.</p> <p>Engagement de produire un nouveau mécanisme de financement faisant office de catalyseur pour la nutrition.</p> <p>Nouveaux engagements pour renforcer la recherche, le partage de connaissances et les partenariats sud-sud, y compris le lancement d'un Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires.</p> <p>Chaque année à partir de 2014, publication d'un Rapport mondial sur la nutrition et mise en ligne des plans, des dépenses en ressources et des mises à jour des progrès réalisés.</p> <p>Organisation d'une réunion annuelle mondiale sur la nutrition en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, à compter de septembre 2013.</p> <p>Organisation d'un événement de haut niveau sur la nutrition, sous la direction du gouvernement du Brésil, au cours des Jeux olympiques de Rio en 2016.</p>
2013	Assemblée mondiale de la Santé (AMS)	Plan d'action mondial de l'OMS pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles 2013-2020 (Résolution AMS 66.10).	<p>Réduire la charge évitable de morbidité, de mortalité et de handicap attribuable aux maladies non transmissibles au moyen de la collaboration et de la coopération multisectorielles aux niveaux national, régional et mondial, afin que les populations parviennent au meilleur état de santé et au plus haut niveau de productivité possibles à tout âge, et que ces maladies ne soient plus un obstacle au bien-être et au développement socioéconomique grâce à des cibles volontaires à l'échelle mondiale :</p> <p>(1) Réduction relative de 25 % du risque de décès prématuré imputable aux maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou aux affections respiratoires chroniques ; (2) Au moins 10 % de baisse relative de l'usage nocif de l'alcool, selon ce qu'il convient dans le cadre national ; (3) Réduction relative de 10 % de la prévalence de l'activité physique insuffisante ; (4) Réduction relative de 30 % de l'apport moyen en sel/sodium dans la population ; (5) Réduction relative de 30 % de la prévalence du tabagisme actuel chez les personnes âgées de 15 ans ou plus ; (6) Baisse relative de 25 % de la prévalence de l'hypertension artérielle ou limitation de la prévalence de l'hypertension artérielle, selon la situation nationale ; (7) Arrêt de la recrudescence du diabète et de l'obésité ; (8) Au moins 50 % des personnes remplissant les conditions bénéficient d'une pharmacothérapie et de conseils (y compris le contrôle de la glycémie) en vue de prévenir les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux ; (9) Disponibilité et accessibilité financière de 80 % des technologies de base et des médicaments essentiels (génériques compris) nécessaires pour traiter les principales maladies non transmissibles dans les établissements publics et privés.</p>
2013	Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)	Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition.	<p>Le 36^e CSA a accueilli le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) dans son Groupe consultatif, afin de mieux intégrer la politique de nutrition et de sécurité alimentaire. Parmi ses tâches à venir, le CSA pourrait appuyer d'autres initiatives visant à convenir des moyens de promouvoir une meilleure intégration des politiques dans les secteurs de la santé, agricole et autres en faveur des stratégies et processus de nutrition et de sécurité alimentaire au niveau national.</p>

PROCESSUS	STATUTS	PRINCIPALES SOURCES
<p>Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires. Rapport annuel mondial sur la nutrition.</p>	<p>En cours</p>	<p><i>Nutrition for Growth Commitments: Executive Summary preventing at least 20 million children from being stunted and saving at least 1.7 million lives by 2020</i> Disponible sur : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207274/nutrition-for-growth-commitments.pdf</p>
<p>Voir http://www.who.int/nmh/publications/ncd-action-plan/en</p>	<p>En cours</p>	<p><i>WHO Global Action Plan for the Prevention and Control of Noncommunicable Diseases 2013-2020, 2013 (World Health Assembly, Resolution 66.10). (Remarque : l'Annexe contient le texte du Plan d'action et définit les neuf cibles volontaires à l'échelle mondiale sur les maladies non transmissibles).</i> http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA66/A66_R10-en.pdf</p>
		<p><i>Global Strategic Framework for Food Security and Nutrition, octobre 2013.</i> http://www.fao.org/cfs/cfs-home/global-strategic-framework/en/</p>

ANNEXE 3

DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS MONDIAUX CONCERNANT LA NUTRITION 1992 - 2014

ANNÉE	ÉVÈNEMENT	DOCUMENT/ DÉCLARATION	PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET DÉCISIONS
2013	Assemblée générale des Nations Unies (UNGA)	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition Résolution 68/233.	Réaffirme les cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable contenus dans la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009. Rappelle qu'il est important que les pays en développement arrêtent leurs propres stratégies de sécurité alimentaire, et que les États membres, tout particulièrement ceux qui sont touchés, accordent une attention prioritaire à la sécurité alimentaire et à la nutrition, notamment dans leurs programmes et budgets nationaux. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-neuvième session la question intitulée « Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition ».
2014	Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Le droit à l'alimentation. Résolution 68/177.	Réaffirme les cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable contenus dans la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009. Déclare de nouveau, comme il est stipulé dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et dans la Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation, que la nourriture ne doit pas être utilisée comme instrument de pression politique et économique.
2014	Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), Rome	Déclaration de Rome sur la nutrition et Cadre d'action.	10 engagements : a) éliminer, à l'échelle mondiale, la faim et prévenir toute forme de malnutrition ; b) investir davantage dans des interventions et actions efficaces de nature à améliorer le régime alimentaire et la nutrition des populations, y compris dans les situations d'urgence ; c) renforcer les systèmes alimentaires durables ; d) faire une plus large place à la nutrition dans les stratégies, politiques, plans d'action et programmes nationaux pertinents et adapter les ressources nationales en conséquence ; e) améliorer la nutrition en renforçant les capacités humaines et institutionnelles de lutte contre toutes les formes de malnutrition ; f) renforcer et faciliter les contributions et l'action de toutes les parties prenantes visant à améliorer la nutrition et à promouvoir la collaboration ; g) élaborer des politiques, programmes et initiatives visant à assurer une alimentation saine pendant toute la vie ; h) donner aux populations les moyens dont elles ont besoin et mettre en place un environnement favorable leur permettant de choisir en connaissance de cause les produits alimentaires, pour un mode d'alimentation sain et des pratiques appropriées d'alimentation des nourrissons et des enfants en bas âge ; i) mettre en œuvre les engagements de la présente Déclaration par l'intermédiaire du Cadre d'action, ce qui contribuera aussi à assurer la reddition de comptes et le suivi des progrès faits en ce qui concerne les objectifs nutritionnels mondiaux ; j) envisager comme il se doit d'intégrer la vision et les engagements pris dans la présente Déclaration dans le processus du programme de développement pour l'après-2015, en établissant notamment un éventuel objectif mondial connexe.

PROCESSUS	STATUTS	PRINCIPALES SOURCES
		<p><i>Agriculture development, food security and nutrition, 2013 (UN General Assembly, Resolution 68/233).</i></p> <p>http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/233</p>
		<p><i>The Right to Food, 2013 (UN General Assembly, Resolution 68/176)</i></p> <p>http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/176</p>
<p>Recommande de déclarer une décennie d'action pour la nutrition.</p>	<p>En cours</p>	<p><i>Second International Conference on Nutrition, Rome, 19-21 November 2014, Conference Outcome Document : Rome Declaration on Nutrition</i> http://www.fao.org/3/a-ml542e.pdf</p>

ANNEXE 4

DOCUMENTS POLITIQUES RÉGIONAUX AYANT UNE PORTÉE MONDIALE EN MATIÈRE DE NUTRITION

Vienna Declaration on Nutrition and Noncommunicable Diseases in the Context of Health 2020, 2013 (WHO Regional Office for Europe).

<http://www.euro.who.int/en/health-topics/disease-prevention/nutrition/publications/2013/vienna-declaration-on-nutrition-and-noncommunicable-diseases-in-the-context-of-health-2020>

G20 Ministerial Declaration, Action Plan on Food Price Volatility and Agriculture Meeting of G20 Agriculture Ministers, Paris, 2011.

http://www.oecd.org/g20/topics/agriculture/2011-06-23_-_Action_Plan_-_VFinale.pdf

Ministerial Declaration of the 6th World Water Forum, 2012.

<http://www.worldwaterforum6.org/en/news/single/article/the-ministerial-declaration-of-the-6th-world-water-forum/>

Strategy for the Prevention and Control of Noncommunicable Diseases, 2012 (Pan American Health Organization).

http://www.paho.org/hq/index.php?option=com_docman&task=doc_view&Itemid=270&gid=27517&lang=en

Declaration of the 8th East Asia Summit on Food Security, 2013 (Association of Southeast Asian Nations).

<http://www.asean.org/images/archive/23rdASEANSummit/declaration%20of%20the%208th%20east%20on%20food%20security%20-%20final.pdf>

Declaration on Nutrition Security for Inclusive Economic Growth and Sustainable Development in Africa, 2014. (African Union Assembly/AU/Decl.4 (XXIII),

[http://www.au.int/en/sites/default/files/Assembly%20AU%20Dec%20517%20-%20545%20\(XXIII\)%20_E.pdf](http://www.au.int/en/sites/default/files/Assembly%20AU%20Dec%20517%20-%20545%20(XXIII)%20_E.pdf) (E)

Action Plan to Reduce the Double Burden of Malnutrition in the Western Pacific Region (2015-2020), 2014 (WHO Regional Office for the Western Pacific, WPR RC65/10 Annex 1).

http://www.wpro.who.int/about/regional_committee/65/documents/wpr_rc65_10_progress_reports_technical_prog.pdf?ua=1

European Food and Nutrition Action Plan 2015-2020, 2014. (WHO Regional Office for Europe, EUR/RC64/14).

http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0008/253727/64wd14e_FoodNutAP_140426.pdf?ua=1

Plan of Action for the Prevention of Obesity in Children and Adolescents in the Americas, 2014. (Pan American Health Organization/WHO Regional Office for the Americas, CD53/9, Rev.2).

http://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=9774&Itemid=41062&lang=en

DOCUMENTS POLITIQUES RÉGIONAUX AYANT UNE PORTÉE MONDIALE EN MATIÈRE DE MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Declaration of Port-of-Spain: Uniting to Stop the Epidemic of Chronic NCDs the Heads of State and Government of the Caribbean Community adopted in September 2007

http://www.caricom.org/jsp/communications/meetings_statements/declaration_port_of_spain_chronic_ncds.jsp

Libreville Declaration on Health and Environment in Africa Libreville, August 2008

<http://www.idrc.ca/EN/Documents/LibrevilleDeclarationEN.pdf>

The statement of the Commonwealth Heads of Government on action to combat non-communicable diseases, adopted in Commonwealth Heads of Government Meeting November 2009

<http://www.healthycaribbean.org/governments/documents/StatementonCommonwealthActiontoCombatNon-CommunicableDiseases.pdf>

The Parma Declaration on Environment and Health, adopted by the Member States in the European Region of WHO in March 2010

http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0011/78608/E93618.pdf

The Dubai Declaration on Diabetes and Chronic Non-communicable Diseases in the Middle East and Northern Africa Region, adopted in December 2010

http://www.novonordisk.com/images/about_us/changing-diabetes/PDF/Leadership%20forum%20pdfs/MENA%20Forum/Dubai%20Declaration%20on%20Diabetes%20and%20Chronic%20NCDs_EN_FINAL.pdf

European Charter on Counteracting Obesity, adopted in November 2006

http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0009/87462/E89567.pdf

The ARUBA declaration (a call for concerted action) on obesity with special attention to childhood obesity, June 2011

http://www.paco.aw/pdf/EN_the_aruba_declaration.pdf

The Honiara Communiqué on addressing non-communicable disease challenges in the Pacific region, adopted in July 2011

http://www.wpro.who.int/noncommunicable_diseases/honiara_communique.pdf

ANNEXE 5

OBJECTIFS DE NUTRITION DE CINQ ORGANISATIONS MEMBRES DU RÉSEAU DES NATIONS UNIES POUR LE MOUVEMENT SUN

AGENCE	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
STRUCTURE DE GOUVERNANCE	Conférence biennale des membres, Conseil élu. 195 États membres, 2 membres associés et une organisation membre (l'Union européenne) Agence spécialisée des Nations Unies.
MANDAT GÉNÉRAL CONCERNANT LA NUTRITION	Élever les niveaux de nutrition, accroître la productivité agricole, améliorer la vie des populations rurales et contribuer à la croissance de l'économie mondiale.
OBJECTIFS ET RÔLES NUTRITIONNELS SPÉCIFIQUES	Aider à améliorer le régime alimentaire et élever les niveaux de nutrition des plus pauvres et des plus vulnérables du point de vue nutritionnel, de façon durable et tenant compte de la dimension de genre, grâce à des approches agricoles et alimentaires contribuant à la nutrition. Aider les États membres à renforcer la capacité de leurs systèmes de production alimentaire et agricole à favoriser l'amélioration de la nutrition tout au long de la vie, en coopération avec leurs partenaires, aux niveaux mondial, régional et national. En tant que dépositaire de connaissances, fournisseur de biens publics, la FAO, forte de la confiance des États, s'emploie à créer et à échanger des savoirs, à fédérer les acteurs du secteur de la nutrition et à faciliter la coordination de leurs interventions afin d'en optimiser l'impact. Renforcer la capacité des pays à évaluer et suivre la situation nutritionnelle, analyser les options envisageables et œuvrer efficacement à l'amélioration de la nutrition. Apporter des outils, des recommandations et une aide pour renforcer l'éducation nutritionnelle et sensibiliser les consommateurs, aux niveaux national et local.
CIBLAGE / COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	Actuellement dans plus de 130 pays de cinq régions du globe.
FINANCEMENT	Contributions fixées et contributions volontaires (environ 2,4 milliards USD pour l'exercice biennal 2014/2015, avec 1,4 milliard USD de contributions volontaires)

Source : FAO. *Strategy and Vision for FAO's work in Nutrition Food and Agriculture Organization of the United Nations.*

AGENCE :	FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)
STRUCTURE DE GOUVERNANCE	Conseil de gouvernance - tous les États membres Institution financière internationale et agence spécialisée des Nations Unies
MANDAT GÉNÉRAL CONCERNANT LA NUTRITION	Le FIDA contribue à la nutrition et au développement rural en soutenant l'agriculture, ce qui améliore l'accès aux aliments nutritifs et aux régimes alimentaires de haute qualité et apporte les micronutriments alimentaires essentiels aux populations pauvres et marginales. Le FIDA est la seule institution financière internationale mandatée pour contribuer exclusivement à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les zones rurales de pays en voie de développement (IFAD Strategic Plan, p. 13). Le mandat du FIDA souligne particulièrement « l'importance d'améliorer le niveau nutritionnel des populations les plus pauvres de pays en développement ainsi que leurs conditions de vie ».
OBJECTIFS ET RÔLES NUTRITIONNELS SPÉCIFIQUES	Le FIDA vise à améliorer l'impact nutritionnel des investissements en agriculture, tout en conservant les objectifs traditionnels des programmes agricoles. Le FIDA œuvre à accroître la contribution à la nutrition des investissements en agriculture et dans la chaîne d'approvisionnement, en orientant notamment ses efforts sur les questions de genre dans le secteur des petites exploitations agricoles. Le FIDA fournit les services suivants : investissement via des prêts à faible intérêt ; partenariats et engagement politique ; gestion des connaissances et plaidoyer.
CIBLAGE / COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	En 2013, le FIDA appuyait 241 programmes et projets en collaboration avec 96 gouvernements destinataires (en Afrique centrale et de l'Ouest, Afrique australe et de l'Est, Asie et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe).
FINANCEMENT	Principalement des engagements volontaires des États membres, combinés à des remboursements de prêts et des retours sur investissement. En 2013, les investissements du FIDA ont atteint 5,4 milliards USD, auxquels se sont ajoutés 6,8 milliards USD de contributions nationales et de cofinancement, pour atteindre une valeur totale 12,2 milliards USD pour les projets et programmes soutenus par le FIDA.

Sources : Rapports annuels, et *Agreement Establishing the International Fund for Agricultural Development, 13 juin 1976, Rome.*

ANNEXE 5

OBJECTIFS DE NUTRITION DE CINQ ORGANISATIONS MEMBRES DU RÉSEAU DES NATIONS UNIES POUR LE MOUVEMENT SUN

AGENCE :	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
STRUCTURE DE GOUVERNANCE	L'Assemblée mondiale de la Santé est l'organe décisionnel suprême, avec 194 États membres, un Conseil exécutif composé de 34 membres. Agence spécialisée des Nations Unies.
MANDAT GÉNÉRAL CONCERNANT LA NUTRITION	En tant qu'agence spécialisée, l'OMS est l'autorité chargée de la direction et de la coordination de la santé au sein du système des Nations Unies. Ses fonctions consistent à jouer le rôle de chef de file sur les questions de santé mondiale, à fixer les priorités de la recherche en santé, à fixer des normes et des critères, à définir des politiques fondées sur des données probantes, à fournir un appui technique aux pays et à surveiller et évaluer les tendances de la santé.
OBJECTIFS ET RÔLES NUTRITIONNELS SPÉCIFIQUES	L'énoncé de mission fait explicitement référence à la promotion de l'amélioration de la nutrition, en coopération avec d'autres agences. Élaboration de politiques alimentaires et nutritionnelles rationnelles dans les pays les plus gravement touchés par la malnutrition, surveillance des tendances mondiales de la nutrition pour éclairer la prise de décisions, fourniture d'avis scientifiques et soutien à la mise en œuvre des stratégies approuvées, telles que la Stratégie mondiale de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé, le Plan d'action pour la stratégie mondiale de lutte contre les maladies non transmissibles et les directives révisées de l'OMS concernant la prévention de la transmission mère-enfant du VIH.
CIBLAGE / COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	Les 194 États membres.
FINANCEMENT	Contributions fixées et contributions volontaires.

Source : OMS, 11^e programme général de travail, http://whqlibdoc.who.int/publications/2006/GPW_fre.pdf

AGENCE :	PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
STRUCTURE DE GOUVERNANCE	Conseil d'administration (36 membres – 18 élus par l'ECOSOC et 18 par le Conseil de la FAO) ; Directeur exécutif nommé par le SG des Nations Unies et le DG de la FAO, pour un mandat de cinq ans.
MANDAT GÉNÉRAL CONCERNANT LA NUTRITION	La mission du PAM est d'assurer l'accès à des aliments nutritifs chez les groupes vulnérables, notamment en cas d'urgences ou de crises prolongées, ainsi que d'appuyer le développement économique et social et d'éliminer la faim dans le monde. Le PAM s'attache à réaliser quatre Objectifs stratégiques : i) sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence ; ii) soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence ; iii) réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels ; et iv) réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim. Le PAM cherchera à atteindre ses Objectifs stratégiques dans le respect du droit international humanitaire et des principes humanitaires fondamentaux et dans le droit fil de sa stratégie de renforcement organisationnel qui prévoit une nouvelle structure adaptée à sa mission.
OBJECTIFS ET RÔLES NUTRITIONNELS SPÉCIFIQUES	En ce qui concerne la nutrition, le PAM collabore avec ses partenaires pour améliorer la nutrition tout au long de la chaîne de valeur grâce à des interventions nutritionnelles spécifiques et à des approches contribuant à la nutrition. Pour atteindre les objectifs de nutrition, le PAM vise à améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation nutritive et adaptée à l'âge, aide les familles et les communautés à consommer les aliments de manière adéquate, travaille à l'analyse de la situation nutritionnelle, met l'accent sur le développement des capacités, aide les gouvernements nationaux, participe à la formulation des politiques et stimule la demande d'aliments nutritifs. Le PAM garantit l'accès aux bons nutriments, au bon endroit, au bon moment, tout au long de la vie (depuis avant la grossesse (y compris à l'adolescence), pendant la grossesse et les deux premières années de vie de l'enfant).
CIBLAGE / COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	Chaque année, le PAM aide plus de 80 millions de personnes dans plus de 75 pays.
FINANCEMENT	Contributions volontaires uniquement – pas de cotisations ou de contributions calculées, une soixantaine de gouvernements contribuent à différents fonds – seulement 9 % sont multilatérales, et donc appliquées à la discrétion du PAM à différentes situations, selon les besoins. Budget annuel d'environ 4,6 milliards USD.

Sources : Plan stratégique du PAM pour 2014–2017 ; Politique du PAM en matière de nutrition ; <http://www.wfp.org/about/strategic-plan>

ANNEXE 5

OBJECTIFS DE NUTRITION DE CINQ ORGANISATIONS MEMBRES DU RÉSEAU DES NATIONS UNIES POUR LE MOUVEMENT SUN

AGENCE :	UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)
STRUCTURE DE GOUVERNANCE	Conseil d'administration, 26 membres - représentants des gouvernements, élus par l'ECOSOC pour 3 ans.
MANDAT GÉNÉRAL CONCERNANT LA NUTRITION	Soutenir la réalisation des droits des enfants, notamment des plus démunis.
OBJECTIFS ET RÔLES NUTRITIONNELS SPÉCIFIQUES	<p>Appui à la nutrition mieux utilisée et équitable et pratiques de soins et de nutrition améliorées. Travail normatif et opérationnel combiné.</p> <p>Efforts principalement axés sur l'équité, la durabilité et la résilience.</p> <p>Promotion de l'enrichissement des aliments et de la supplémentation en micronutriments et vitamines (y compris aliments de base et iodation du sel).</p> <p>Attention particulière portée à la petite enfance, y compris protection, promotion et soutien de l'alimentation des nourrissons et jeunes enfants.</p> <p>Renforcement et intégration de la lutte contre la malnutrition aigüe sévère.</p> <p>Accroissement de la capacité des pays à assurer la protection du statut nutritionnel des enfants dans les situations de crise humanitaire ; prévention de la transmission mère-enfant du VIH.</p> <p>Les interventions stratégiques concernent : le développement des capacités ; la production de données, le dialogue politique et le plaidoyer ; les partenariats sud-sud et la coopération triangulaire ; les interventions intersectorielles contribuant à la nutrition par la santé et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). L'identification et la promotion de l'innovation ; le soutien à l'intégration et aux liens intersectoriels.</p> <p>Prestation de services.</p>
CIBLAGE / COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	190 pays, y compris 36 comités nationaux dans des pays industrialisés.
FINANCEMENT	Ressources de base et ressources complémentaires - toutes volontaires, 2/3 provenant des gouvernements ; estimations budgétaires générales pour 2014-2017 : 18,6 milliards USD ; pour la nutrition, 327,3 millions USD ; programme : 1153,2 millions ; total : 1480,5 millions USD

Sources : UNICEF Strategic Plan, 2014-2017 *Advancing the rights of every child, especially the most disadvantaged.*
http://www.unicef.org/strategicplan/files/2013-21-2-UNICEF_Strategic_Plan-ODS-English.
 Final results framework of the UNICEF Strategic Plan, 2014-2017 <http://www.unicef.org/strategicplan/files/2014-8-3->

ANNEXE 6

Liste des acronymes

AFSI	L'Aquila Food Security Initiative (initiative de L'Aquila en matière de sécurité alimentaire)	MNT	Maladie non transmissible
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine	PANN	Plans d'action nationaux pour la nutrition
CCS	Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination	N4G	Nutrition for Growth (initiative en faveur de la nutrition pour la croissance)
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale	GTO	Groupe de travail ouvert
CdP	Communautés de pratique	FBR	Financement basé sur les résultats
CCR	Cadre commun de résultats	REACH	Renewed Efforts Against Hunger and Undernutrition (mécanisme des Nations Unies pour le renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition)
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies	ODD	Objectifs de développement durable
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SUN	Scaling Up Nutrition (mouvement de renforcement de la nutrition)
FAQ	Foire aux questions	UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
SICIAV	Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité	UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement
GINA	Base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition	UNEG	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation
PNB	Produit national brut	UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
GNR	Rapport sur la nutrition mondiale	UNGA	Assemblée nationale des Nations Unies
GAFSP	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
HLTF	Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
CIN	Conférence internationale sur la nutrition	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
CIN2	Deuxième Conférence internationale sur la nutrition	UNGNA	Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition
FIDA	Fonds international de développement agricole	UNSCN	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	EAH	Eau, assainissement et hygiène
ACFM	Alliance internationale contre la faim et la malnutrition	PAM	Programme alimentaire mondial
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement	SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SIG	Systèmes d'information de gestion	AMS	Assemblée mondiale de la Santé
MOU	Protocole d'accord	OMS	Organisation mondiale de la Santé
		OMC	Organisation mondiale du commerce

“ En période de crise, vous savez que vous pouvez compter sur votre famille. Il n'en va pas autrement pour la famille de la nutrition des Nations Unies. La situation de la malnutrition, sous toutes ses formes, est critique. Nous devons nous employer à la corriger, ensemble et maintenant. L'Agenda mondial des Nations Unies pour la nutrition décrit les priorités et les objectifs stratégiques convenus pour les 5 prochaines années. Traduisons plus concrètement cet agenda en une collaboration et des actions à tous les niveaux, en accordant plus d'importance à notre volonté commune et en reconnaissant le caractère unique de chaque membre de la famille. ”

Francesco Branca, Directeur du Département de la Nutrition pour la Santé et le Développement à l'OMS

“ Aucun gouvernement, aucun organisme, aucune intervention ne peut à lui ou à elle seul(e) mettre fin à la malnutrition dans le monde. Les Nations Unies possèdent de vastes connaissances et une grande expérience dans les actions multisectorielles en faveur de la nutrition visant à soutenir les efforts nationaux et à compléter les efforts engagés par la société civile, les entreprises, les donateurs et la recherche. Ce n'est qu'en travaillant ensemble sur tous les fronts que nous établirons un monde sans malnutrition. ”

Nancy Walters, Coordinatrice Mondiale de REACH /Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN

“ Conscient de l'urgence à aligner le travail des Nations Unies sur les objectifs nationaux et mondiaux en faveur de la nutrition, le FIDA s'est engagé à renforcer la nutrition en se tournant vers des approches centrées sur l'alimentation. Le cadre de l'UNGNA permettra de susciter un engagement cohérent aux niveaux national et mondial, un élément essentiel aux nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) pour que les pays puissent aligner leurs politiques sur un programme universel commun. ”

Iain MacGillivray, Conseiller Spécial du Président du FIDA

“ L'UNGNA est destiné aux entités des Nations Unies qui aident les pays à éliminer la faim et la malnutrition : il accroît la pertinence et la valeur de la contribution apportée aux résultats nutritionnels par le système des Nations Unies. Lorsque des dirigeants nationaux demandent au système des Nations Unies de les aider à mobiliser différents secteurs, l'UNGNA peut être utilisé pour assurer un soutien harmonisé, efficace, efficient et adapté. ”

David Nabarro, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, et Envoyé Spécial pour la Lutte contre Ebola

L'UNGNA v. 1.0, qui a été approuvée et est la propriété des agences des Nations Unies ayant un mandat clé dans la nutrition, offre un cadre général pour l'alignement du travail des agences des Nations Unies pour soutenir les objectifs nationaux et mondiaux en faveur de la nutrition. Il peut être utilisé par les agences et équipes inter-agences aux niveaux mondial, régional et national afin d'impulser le dialogue sur la collaboration, l'établissement des priorités communes, la planification et la revue des programmes. Cet Agenda ne constitue pas un schéma directeur, mais devrait renforcer la collaboration dans la réalisation de l'objectif de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes de notre vivant.



L'UNGNA a été élaboré par Milla McLachlan, Ph.D et consultante indépendante à Portland (Oregon, États-Unis). De nombreux collègues de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international de développement agricole, du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que des collègues travaillant auprès d'autres organisations et parties prenantes, ont contribué à l'élaboration de cet agenda, par le biais d'entretiens et de sondages en ligne. Le projet a été examiné et approuvé par les responsables de la nutrition de ces organisations et le coordinateur mondial du Réseau des Nations Unies du Mouvement SUN. Le secrétariat de l'UNSCN tient à les remercier pour leur contribution, leur soutien et leurs conseils.

Ce projet a été géré par Lina Mahy, membre du secrétariat de l'UNSCN. Merci à Dana Hawwash, qui a apporté un large appui tout au long du processus. Nous exprimons notre profonde reconnaissance au Gouvernement flamand pour son soutien financier.

L'UNGNA peut être téléchargé sur le site de l'UNSCN (www.unscn.org).